

LE GROUPE ACCÉLÈRE SON DÉVELOPPEMENT

	CREDIT AGRICOLE S.A.		GROUPE CREDIT AGRICOLE	
En m€	T2 2025	Var. T2/T2	T2 2025	Var T2/T2
Revenus	7 006	+3,1%	9 808	+3,2%
Charges	-3 700	+2,2%	-5 872	+3,2%
Résultat Brut d'Exploitation	3 306	+4,1%	3 936	+3,1%
Coût du risque	-441	+4,2%	-840	-3,7%
RNPG	2 390	+30,7%	2 638	+30,1%
COEX	52,8%	-0,5 pp	59,9%	+0,0 pp

ACTIVITE DYNAMIQUE DANS TOUS LES MÉTIERS

- **Confirmation du rebond de la production de crédits en France**, activité de crédit à l'international toujours dynamique et crédit à la consommation à un plus haut niveau
- **Collecte nette record en assurance vie, élevée en gestion d'actifs** (tirée par le moyen-long terme et les JV) ; en assurances, chiffre d'affaires au plus haut niveau tiré par toutes les activités
- **BFI : semestre record et trimestre de haut niveau**

FLUX CONTINU D'OPÉRATIONS STRATÉGIQUES

- **Réalisation progressive des synergies sur les intégrations en cours** : taux d'avancement d'environ 60% pour RBC IS Europe et 25% pour Degroof Petercam en Belgique
- **Opérations conclues ce trimestre** : lancement du partenariat avec Victory Capital aux Etats-Unis, participation renforcée dans Banco BPM en Italie, acquisition de Merca Leasing en Allemagne et de Petit-fils et Comwatt en France, rachat de la participation de 30,5% de Santander dans CACEIS¹
- **Nouveaux projets initiés** : Acquisitions de la banque Thaler en Suisse, de Milleis en France, partenariat avec le groupe Crelan en Belgique et développement d'Indosuez Wealth Management à Monaco

RÉSULTATS SEMESTRIELS ET TRIMESTRIELS AU PLUS HAUT

- **Forte rentabilité** (retour sur fonds propres tangibles de 16,6%), **tirés par des revenus élevés et en croissance, un coefficient d'exploitation bas** (53,9% sur le premier semestre) et un **coût du risque stable** (34 points de base sur encours)
- Résultats bénéficiant notamment de la plus-value liée à la déconsolidation d'Amundi US

RATIOS DE SOLVABILITÉ ÉLEVÉS

- CET1 Crédit Agricole S.A. phasé 11,9% et Groupe CA phasé 17,6%

SOUTIEN CONTINU AUX TRANSITIONS, RÉCOMPENSÉ PAR EUROMONEY

- Poursuite du retrait des énergies fossiles et réallocation en faveur des énergies bas-carbone
- Accompagnement de la transition des ménages et des entreprises
- Crédit Agricole nommé *World's Best Bank for Sustainable Finance* aux *Euromoney Awards for Excellence 2025*

PRÉSENTATION DU PLAN MOYEN TERME LE 18 NOVEMBRE 2025

¹ Signature en date du 4 juillet

Dominique Lefebvre,

Président de la SAS Rue La Boétie et Président du Conseil d'administration de Crédit Agricole S.A.

« Les résultats de haut niveau que nous publions ce trimestre sont au service de notre utilité à l'économie et de la souveraineté européenne. »

Olivier Gavalda,

Directeur général de Crédit Agricole S.A.

« Avec ce haut niveau de résultats, nous sommes confiants dans la capacité de Crédit Agricole S.A. à réaliser un résultat net part du groupe en 2025 supérieur à celui de 2024 hors surtaxe d'impôt sur les sociétés. Ces résultats constituent un socle solide pour le plan stratégique à moyen terme de Crédit Agricole S.A. qui sera dévoilé le 18 novembre 2025. »

Ce communiqué de presse commente les résultats de Crédit Agricole S.A. ainsi que ceux du Groupe Crédit Agricole, qui regroupe les entités de Crédit Agricole S.A. et les Caisses régionales du Crédit Agricole, lesquelles détiennent 63,5% de Crédit Agricole S.A.

Toutes les données financières sont désormais systématiquement présentées en publié, pour les résultats du Groupe Crédit Agricole, de Crédit Agricole S.A. et des métiers, tant pour le compte de résultat que pour les ratios de rentabilité.

Groupe Crédit Agricole

Activité du Groupe

L'activité commerciale reste soutenue ce trimestre dans les métiers du Groupe, avec une conquête de bon niveau. Sur le deuxième trimestre 2025, le Groupe enregistre +493 000 nouveaux clients en banque de proximité. Sur l'année, le Groupe a conquis + 391 000 nouveaux clients en banque de proximité en France et + 102 000 nouveaux clients en banque de proximité à l'international (Italie et Pologne). Au 30 juin 2025, en banque de détail, l'encours de collecte bilan s'élève à 838 milliards d'euros, en hausse de +0,6% sur un an en France et en Italie (+0,7% pour les Caisses régionales et LCL, et +0,3% en Italie). Les encours de crédits s'élèvent à 885 milliards d'euros, +1,4% sur un an en France et en Italie (+1,4% pour les Caisses régionales et LCL, et +1,6% en Italie). La production de crédits habitat poursuit son rebond en France par rapport au point bas observé au début de l'année 2024, avec une hausse de +28% pour les Caisses régionales et +24% pour LCL par rapport au deuxième trimestre 2024. Pour CA Italia, la production de crédit est en baisse de -8,1% en comparaison à un deuxième trimestre 2024 élevé. Le taux d'équipement assurance dommage² est en hausse à 44,2% pour les Caisses régionales (+0,7 point de pourcentage par rapport au deuxième trimestre 2024), 28,4% pour LCL (+0,6 point de pourcentage), 20,6% chez CA Italia (+0,9 point de pourcentage).

En gestion d'actifs, la collecte du trimestre est de très haut niveau à +20 milliards d'euros, tirée par les actifs moyen long terme (+11 milliards d'euros) et les JVs (+10 milliards d'euros). Pour les activités d'assurance, la collecte brute de l'épargne/retraite est de haut niveau à 9,9 milliards d'euros sur le trimestre (+22% sur un an), avec un taux d'unité de compte sur la production qui demeure élevé à 32%. La collecte nette est record à +4,2 milliards d'euros, elle est équilibrée entre support euro et unités de compte. La bonne dynamique en assurance dommage est tirée par l'évolution des prix et la croissance du portefeuille (16,9 millions de contrats à fin juin 2025, +3% sur un an). Les encours sous gestion s'établissent à 2 905 milliards d'euros, en progression de +5,2% sur un an pour les trois segments d'activité : en gestion d'actifs à 2 267 milliards d'euros (+5,2% sur un an) malgré un effet périmètre négatif lié à la déconsolidation d'Amundi US et l'intégration de Victory, en assurance-vie à 359 milliards d'euros (+6,4% sur un an) et en gestion de fortune (Indosuez Wealth Management et Banque Privée de LCL) à 279 milliards d'euros (+3,7% sur un an).

Le pôle SFS affiche un niveau d'activité dynamique. Chez CAPFM, les encours de crédit à la consommation sont en hausse à 121,0 milliards d'euros, soit +4,5% par rapport à fin juin 2024, les activités automobiles représentant 53%³ des encours totaux, et la production de crédit est en hausse de +2,4% par rapport au deuxième trimestre 2024 (+12,4% par rapport au premier trimestre 2025), portée par le crédit à la consommation traditionnel, mais avec un marché automobile toujours complexe en Europe et en Chine. Pour les activités de CAL&F, l'encours crédit-bail est en progression de +5,0% par rapport à juin 2024 à 20,8 milliards d'euros, avec toutefois une production en repli de -19,4% par rapport au deuxième trimestre 2024, principalement en France. L'activité d'affacturage reste toutefois dynamique avec une production de +26,6% sur un an.

La dynamique est forte en Grande Clientèle, avec un nouveau record de revenus atteint en semestriel sur la banque de financement et d'investissement et un trimestre de haut niveau. La banque de marché et d'investissement affiche un niveau élevé de revenus tirés par la banque de marché, notamment sur les activités de trading et crédit primaire qui compense partiellement la baisse des revenus des activités des structurés actions. La banque de financement est tirée par les financements structurés avec un bon dynamisme du secteur des énergies renouvelables, et par les activités de CLF, sous l'impulsion du secteur des financements d'acquisitions. Enfin, l'activité des services financiers aux institutionnels affiche un haut niveau d'encours conservés à 5 526 milliards d'euros et d'encours administrés à 3 468 milliards d'euros (soit +11% et +1,2% par rapport à fin juin 2024), et bénéficie du bon dynamisme commercial et d'effets marchés favorables sur le trimestre.

² Assurances automobile, MRH, santé, juridique, tous mobiles/portables ou GAV

³ CA Auto Bank, JV automobiles et activité automobile des autres entités

Soutien continu à la transition énergétique

Le Groupe continue de déployer massivement les financements et investissements en faveur de la transition. Ainsi, l'exposition du Groupe Crédit Agricole aux financements des énergies bas-carbone⁴ a été multipliée par 2,4 entre 2020 et 2024 avec 26,3 milliards d'euros au 31 décembre 2024. Les investissements dans les énergies bas-carbone⁵ ont été multipliés par 2,8 entre fin 2020 et juin 2025, et représentent 6,1 milliards d'euros au 30 juin 2025.

En parallèle, le Crédit Agricole accompagne la transition de tous les clients en tant que banque universelle. Ainsi, les encours liés à la transition environnementale⁶ s'élèvent au 31 mars 2025 à 111 milliards d'euros, dont 83 milliards d'euros pour l'immobilier économe en énergie et 6 milliards d'euros pour les transports et mobilités « propres ».

En complément, le Groupe poursuit sa trajectoire de sortie du financement des énergies carbonées ; le retrait progressif du Groupe du financement de l'extraction d'énergies fossiles se traduit par une baisse des expositions de -40 % de 2020 à 2024, soit 5,6 milliards d'euros au 31 décembre 2024.

Le Crédit Agricole a été récompensé dans le domaine de la finance durable lors des *Euromoney Awards for Excellence 2025* en étant nommé *World's Best Bank for Sustainable Finance*.

⁴ Expositions liées aux énergies bas carbone constituées des énergies renouvelables produites par les clients de l'ensemble des entités du Groupe Crédit Agricole, incluant également les expositions liées à l'énergie nucléaire pour CACIB.

⁵ Encours de CAA (investissements cotés gérés en direct, investissements cotés gérés sous mandat et investissements non cotés gérés en direct) et d'Amundi Transition Énergétique.

⁶ Encours de financements du Groupe Crédit Agricole, en propre ou via la BEI, dédiés à la transition environnementale selon le cadre interne des actifs durables du Groupe, au 31/03/2025. Changement de méthodologie sur l'immobilier par rapport aux encours publiés au 30/09/2024 : à méthodologie constante, l'encours au 31/03/2025 serait de 85,9 milliards d'euros.

Résultats du Groupe

Au deuxième trimestre 2025, le résultat net part du Groupe du Groupe Crédit Agricole ressort à **2 638 millions d'euros**, en hausse de +30,1% par rapport au deuxième trimestre 2024, et en hausse de +14,8% hors plus-value liée à la déconsolidation d'Amundi US.

Au deuxième trimestre 2025, le produit net bancaire s'élève à 9 808 millions d'euros, en hausse de +3,2% par rapport au deuxième trimestre 2024. Les **charges d'exploitation** sont en hausse de +3,2% au deuxième trimestre 2025, pour s'établir à -5 872 millions d'euros. Au global, le Groupe Crédit Agricole voit son **coefficient d'exploitation** s'établir à 59,9% au deuxième trimestre 2025, stable par rapport au deuxième trimestre 2024. Ainsi, le **résultat brut d'exploitation** s'établit à 3 936 millions d'euros, soit une hausse de +3,1% par rapport au deuxième trimestre 2024.

Le **coût du risque de crédit** s'élève à -840 millions d'euros, en diminution de -3,7% par rapport au deuxième trimestre 2024. Il intègre une reprise de +24 millions d'euros sur les encours sains (niveau 1 et 2) liée à reprises pour mises à jour de modèles qui compensent la mise à jour des scénarios macroéconomiques et la migration de certains dossiers vers le défaut. Le coût du risque avéré est en dotation de -845 millions d'euros (niveau 3). A noter, également, une dotation de -18 millions d'euros sur les autres risques. Les niveaux de provisionnement ont été déterminés en tenant compte de plusieurs scénarios économiques pondérés, et en appliquant des ajustements forfaitaires sur des portefeuilles sensibles. Les scénarios économiques pondérés du deuxième trimestre ont fait l'objet d'une mise à jour, avec un scénario central (PIB à +0,8% en France en 2025, +1,4% en 2026), un scénario défavorable (PIB à +0,0% en France en 2025 et +0,6% en 2026) et un scénario adverse (PIB à -1,9% en France en 2025 et -1,4% en 2026). Le **coût du risque sur encours⁷ atteint 27 points de base sur quatre trimestres glissants** et 28 points de base en vision trimestrielle annualisée⁸.

Le **résultat avant impôt s'établit à 3 604 millions d'euros**, en hausse de +19,6% par rapport au deuxième trimestre 2024. Il intègre la **contribution des sociétés mises en équivalence** pour 56 millions d'euros (en baisse de -24,0%) ainsi que le résultat net sur autres actifs qui atteint +452 millions d'euros ce trimestre, en raison d'une plus-value de 453 millions sur la déconsolidation d'Amundi US. La **charge d'impôt** est de -615 millions d'euros, en baisse de + 147 millions d'euros, soit -19,3% sur la période.

Le résultat net avant minoritaires est en hausse de +32,8% pour s'établir à 2 990 millions d'euros. **Les intérêts minoritaires** augmentent de +57%, une quote-part de la plus-value sur la déconsolidation d'Amundi US étant reversée aux minoritaires.

Sur l'ensemble du premier semestre 2025, le résultat net part du Groupe est de 4 803 millions d'euros, contre 4 412 millions d'euros au premier semestre 2024, soit une hausse de +8,9%.

Le **produit net bancaire s'élève à 19 856 millions d'euros**, en hausse de +4,3% au premier semestre 2025 par rapport au premier semestre 2024.

Les **charges d'exploitation** s'élèvent à -11 864 millions d'euros, en hausse de +5,2 % par rapport au premier semestre 2024, notamment sous l'effet de l'accompagnement du développement des métiers, des dépenses IT et de l'intégration d'effets périmètre. Le **coefficient d'exploitation** sur le premier semestre 2025 s'établit à 59,8% en hausse de +0,5 point de pourcentage par rapport à celui au premier semestre 2024.

Le **résultat brut d'exploitation** atteint ainsi 7 992 millions d'euros, en hausse de +3,0 % par rapport au premier semestre 2024.

⁷ Le coût du risque sur encours (en points de base) sur quatre trimestres glissants est calculé sur la base du coût du risque des quatre derniers trimestres auquel est rapporté la moyenne des encours de début de période des quatre derniers trimestres

⁸ Le coût du risque sur encours (en point de base) annualisé est calculé sur la base du coût du risque du trimestre multiplié par quatre auquel est rapporté l'encours de début de période du trimestre

Le coût du risque sur le semestre est en hausse modérée, à -1 575 millions d'euros (dont -23 millions d'euros de coût du risque sur encours sains (niveau 1 et 2), -1 522 millions d'euros de coût du risque avéré et + 29 millions d'euros de risques autres, soit une hausse de +3,4% par rapport au premier semestre 2024.

Au 30 juin 2025, les indicateurs de risque confirment **la qualité de l'actif du groupe Crédit Agricole et du niveau de couverture de ses risques**. La gestion prudente de ce stock de provisions permet au Groupe Crédit Agricole de présenter un taux de couverture global des créances douteuses élevé à 83,3% à fin juin 2025.

Le **résultat net sur autres actifs** s'établit à 456 millions au premier semestre 2025 contre -14 millions d'euros au premier semestre 2024. Le résultat avant impôt, activités cédées et minoritaires ressort en hausse de +10,1%, à 7 004 millions d'euros. **La charge d'impôt** est de -1 656 millions d'euros, en hausse de +9,1 %. Cette variation intègre la surtaxe exceptionnelle sur l'impôt sur les sociétés pour -250 millions d'euros (correspondant à une estimation d'environ -330 millions d'euros en 2025, sous l'hypothèse d'un résultat fiscal 2025 égal à celui de 2024).

Le résultat net avant minoritaires affiche ainsi une hausse de +10,4 %. **Les intérêts minoritaires** s'établissent à - 545 millions d'euros au premier semestre 2024, soit une hausse de +26,1%, une quote-part de la plus-value sur la déconsolidation d'Amundi US étant reversée aux minoritaires.

Résultats consolidés du Groupe Crédit Agricole au T2 et au S1 2025

En m€	T2-25	T2-24	Δ T2/T2	S1-25	S1-24	Δ S1/S1
Produit net bancaire	9 808	9 507	+3,2%	19 856	19 031	+4,3%
Charges d'exploitation	(5 872)	(5 687)	+3,2%	(11 864)	(11 276)	+5,2%
Résultat brut d'exploitation	3 936	3 819	+3,1%	7 992	7 755	+3,0%
Coût du risque de crédit	(840)	(872)	(3,7%)	(1 575)	(1 523)	+3,4%
Sociétés mises en équivalence	56	74	(24,0%)	131	142	(7,9%)
Gains ou pertes sur autres actifs	452	(7)	ns	456	(14)	ns
Variation de valeur des écarts d'acquisition	-	-	ns	-	-	ns
Résultat avant impôt	3 604	3 014	+19,6%	7 004	6 361	+10,1%
Impôt	(615)	(762)	(19,3%)	(1 656)	(1 517)	+9,1%
Rés. net des activ. arrêtées ou en cours de cession	0	-	ns	0	-	ns
Résultat net	2 990	2 252	+32,8%	5 348	4 843	+10,4%
Intérêts minoritaires	(352)	(224)	+57,0%	(545)	(432)	+26,1%
Résultat net part du Groupe	2 638	2 028	+30,1%	4 803	4 412	+8,9%
Coefficient d'exploitation (%)	59,9%	59,8%	+0,0 pp	59,8%	59,2%	+0,5 pp

Caisses régionales

La conquête brute s'établit à +285 000 nouveaux clients sur le trimestre. Le taux de principalisation est en hausse et la part des clients utilisant les outils digitaux est maintenu à un haut niveau. Les parts de marché de crédit (total crédits) s'élèvent à 22,6% (à fin mars 2025, source Banque de France), stable par rapport à mars 2024. **La production de crédit est en hausse** de +18,8% par rapport au deuxième trimestre 2024, en lien avec le rebond confirmé sur le crédit habitat, en hausse de +28,3% par rapport au deuxième trimestre 2024 et de +10% par rapport au premier trimestre 2025, et également tiré par les marchés spécialisés en hausse de +13,4% par rapport au deuxième trimestre 2024. Le taux moyen à la production des crédits habitat atteint 3,02%⁹, soit -16 points de base par rapport à celui du premier trimestre 2025. En revanche, le taux global du stock sur l'ensemble des crédits s'améliore par rapport au deuxième trimestre 2024 (+7 points de base). **Les encours de crédits** atteignent 652 milliards d'euros à fin juin 2025, en hausse de +1,2% sur un an et en progression sur tous les marchés et en légère hausse de +0,5% sur le trimestre. **Les encours de collecte** affichent une hausse de +2,8% sur un an pour atteindre 923,3 milliards d'euros à fin juin 2025. Cette croissance est portée tant par les encours de collecte bilan, qui atteignent 606,1 milliards d'euros (+0,8% sur un an), que par les encours de collecte hors-bilan, qui atteignent 317,2 milliards d'euros (+7,1% sur un an), bénéficiant d'une collecte dynamique sur l'assurance-vie. Sur le trimestre, les dépôts à vue tirent les encours avec une hausse de +2,0% par rapport au premier trimestre 2025, tandis que les dépôts à terme diminuent de -0,4%. **Les parts de marché de la collecte bilan** sont en progression par rapport à l'année dernière et s'élèvent à 20,2% (Source Banque de France, données à fin mars 2025, soit +0,1 point de pourcentage par rapport à mars 2024). Le **taux d'équipement sur l'assurance dommage**¹⁰ s'établit à 44,2% à fin juin 2025 et poursuit sa progression (+0,7 point par rapport à juin 2024). Concernant les **moyens de paiement**, le nombre de cartes est en hausse de +1,5% sur un an, tout comme la part des cartes haut de gamme dans le stock qui augmente de 2,2 points de pourcentage sur un an, et représente désormais 17,8% du total des cartes.

Au deuxième trimestre 2025, le produit net bancaire consolidé des Caisses régionales, y compris dividende SAS Rue La Boétie, atteint 5 528 millions d'euros, en hausse de +4,2% par rapport au deuxième trimestre 2024, intégrant la reprise de provision épargne logement au deuxième trimestre 2025 pour 16,3 millions d'euros et au deuxième trimestre 2024 pour +22 millions d'euros¹¹. Hors cet élément, les revenus sont en hausse de +4,3% par rapport au deuxième trimestre 2024, tirée par la hausse des commissions (+1,9%), portées par les assurances, la gestion de comptes et les moyens de paiement, et par la hausse des revenus de portefeuille (+9,2%) bénéficiant de l'augmentation des dividendes versés traditionnellement au deuxième de trimestre de chaque année. Par ailleurs, la marge d'intermédiation est en légère baisse sur un an (-2,5%) mais reste stable par rapport au premier trimestre 2025. **Les charges d'exploitation** sont en hausse de +5,1%, notamment en lien avec les dépenses IT. **Le résultat brut d'exploitation** est en hausse sur un an (+3,4%). **Le coût du risque est en baisse** de -13,3% par rapport au deuxième trimestre 2024 et s'élève à -397 millions d'euros. Le **coût du risque sur encours** (sur quatre trimestres glissants) est stable par rapport au premier trimestre 2025, à un niveau maîtrisé à 21 points de base. **Ainsi, le résultat net avant impôt** croît de +7,3% et s'élève à 2 482 millions d'euros. **Le résultat net consolidé** des Caisses régionales s'élève à 2 375 millions d'euros, soit +5,0% par rapport au deuxième trimestre 2024. Enfin **la contribution des Caisses régionales au résultat net part du Groupe** s'élève à 182 millions d'euros au deuxième trimestre 2025, en baisse de -12,7% en comparaison au deuxième trimestre 2024.

Sur le premier semestre 2025, le produit net bancaire y compris dividende SAS Rue La Boétie est en hausse (+3,1%) par rapport au premier semestre 2024. Les charges d'exploitation progressent de +3,4% et le **résultat brut d'exploitation** est par conséquent en hausse de +2,6% sur le semestre. Enfin, avec un **coût du risque** en hausse modérée de +1,4%, **le résultat net part du groupe des Caisses régionales y compris dividende SAS Rue La Boétie** s'élève à 2 721 millions d'euros, en hausse de +0,7% par rapport au premier semestre 2024. Enfin **la contribution des Caisses régionales aux résultats du Groupe Crédit Agricole au premier semestre 2025** s'élève à 523 millions d'euros (-19,6%), avec un produit net bancaire à 6 716 millions d'euros (+2,2%) et un coût du risque à -717 millions d'euros (+3,7%).

⁹ Taux de crédits moyen sur les réalisations mensuelles d'avril à mai 2025

¹⁰ Taux d'équipement - Assurances automobile, MRH, santé, juridique, tous mobiles/portables ou GAV

¹¹ Reprise de la provision pour épargne-logement : +16,3 M€ au T2-25 vs. +22 M€ au T2-24 en PNB (+12,1 M€ au T2-25 vs. +17 M€ au T2-24 en RNPG)

Crédit Agricole S.A.

Résultats

Le Conseil d'administration de Crédit Agricole S.A., réuni sous la présidence de Dominique Lefebvre le 30 juillet 2025, a examiné les comptes du deuxième trimestre 2025.

Au deuxième trimestre 2025, le résultat net part du Groupe de Crédit Agricole S.A. ressort à **2 390 millions d'euros**, soit une hausse de +30,7% par rapport au deuxième trimestre 2024. Ce résultat du deuxième trimestre 2025 s'appuie sur des revenus élevés, un coefficient d'exploitation maintenu à un niveau bas et un coût du risque maîtrisé. Il est également favorablement impacté par la variation de l'impôt sur les sociétés, et par la plus-value liée à la déconsolidation d'Amundi US.

Les revenus sont à un niveau élevé et en croissance. **Le produit net bancaire** atteint 7 006 millions d'euros, en hausse de +3,1% par rapport au deuxième trimestre 2024. La croissance du pôle Gestion de l'épargne et assurance (+1,3%) est liée à une activité dynamique en Assurance, à l'impact de la volatilité et de l'aversion au risque des clients pour Amundi, à la déconsolidation d'Amundi US (-89 millions d'euros) et à l'intégration de Degroof Petercam (+96 millions d'euros). Les revenus du pôle Grandes clientèles sont stables et s'établissent à un haut niveau tant pour CACIB que pour CACEIS. Les revenus du pôle des Services financiers spécialisés (-1,0%) sont impactés par un effet prix positif dans le métier Financement personnel et mobilité et par une baisse conjoncturelle des marges sur l'affacturage. Les revenus de la Banque de proximité en France (-0,3%) sont impactés par un effet de base défavorable sur la marge d'intérêt compensé par une bonne dynamique sur les commissions. Enfin les revenus de la Banque de proximité à l'international (-1,9%) sont impactés essentiellement par la baisse de la marge d'intermédiation en Italie, partiellement compensée par la bonne dynamique des commissions sur l'ensemble des entités du périmètre. Les revenus du pôle Activités hors métiers enregistrent une hausse de +214 millions d'euros, favorablement impactée par Banco BPM (+109 millions d'euros, principalement liée à l'augmentation du dividende reçu).

Les charges d'exploitation s'élèvent à -3 700 millions d'euros, au deuxième trimestre 2025, en hausse de +2,2% par rapport au deuxième trimestre 2024. La hausse des charges de -80 millions d'euros entre le deuxième trimestre 2024 et le deuxième trimestre 2025 est constituée pour partie d'un effet périmètre et coûts d'intégration à hauteur de -25 millions d'euros (avec notamment -51 millions d'euros liés à la déconsolidation d'Amundi US, +89 millions d'euros liés à l'intégration de Degroof Petercam et -20 millions d'euros en lien avec la baisse des coûts d'intégration ISB sur CACEIS) et +58 millions d'euros en raison d'un effet de base favorable lié à la contribution sur la DGS (fonds de garantie des dépôts en Italie).

Le coefficient d'exploitation s'établit ainsi à 52,8% au deuxième trimestre 2025, en amélioration de -0,5 point de pourcentage par rapport au deuxième trimestre 2024. Le **résultat brut d'exploitation** du deuxième trimestre 2025 s'établit à 3 306 millions d'euros, en hausse de +4,1% par rapport au deuxième trimestre 2024.

Au 30 juin 2025, les indicateurs de risque confirment **la qualité des actifs de Crédit Agricole S.A. et du niveau de couverture de ses risques**. Le taux de créances douteuses est stable par rapport au trimestre précédent et demeure toujours bas à 2,3%. Le taux de couverture¹², élevé, à 72,2%, est en baisse de -2,8 points de pourcentage sur le trimestre. **Le stock total de provisions** s'établit à 9,4 milliards d'euros pour Crédit Agricole S.A., stable par rapport à fin mars 2025. Sur ce stock de provisions, 35,3% sont liées au provisionnement des encours sains.

Le **coût du risque** est en dotation nette de -441 millions d'euros, en hausse de +4,2% par rapport au deuxième trimestre 2024, et provient principalement d'une dotation sur encours douteux (niveau 3) de -524 millions d'euros (contre une dotation de -491 million d'euros au deuxième trimestre 2024). Le provisionnement net sur encours sains (niveaux 1 et 2) est en reprise de +91 millions d'euros, contre une reprise de +31 millions au deuxième trimestre 2024, et intègre des reprises pour effets modèles et migration de dossiers vers le défaut, qui compensent les dotations de prudence pour mise à jour des scénarios macroéconomiques. A noter, également, une dotation de -8 millions d'euros

¹² Taux de provisionnement calculé avec au dénominateur les encours en « stage 3 », et au numérateur la somme des provisions enregistrées en « stages » 1, 2 et 3

sur d'autres éléments (provisions juridiques) contre une reprise de +37 millions d'euros au deuxième trimestre 2024. Par métier, 53% de la dotation nette du trimestre provient du pôle des Services financiers spécialisés (50% à fin juin 2024), 21% de LCL (22% à fin juin 2024), 14% de la Banque de détail à l'international (17% à fin juin 2024), 4% sur les Grandes clientèles (9% à fin juin 2024) et 5% sur le pôle des Activités hors métiers (1% à fin juin 2024). Les niveaux de provisionnement ont été déterminés en tenant compte de plusieurs scénarios économiques pondérés, et en appliquant des ajustements forfaitaires sur des portefeuilles sensibles. Les scénarios économiques pondérés du deuxième trimestre ont fait l'objet d'une mise à jour, avec un scénario central (PIB à +0,8% en France en 2025, +1,4% en 2026), un scénario défavorable (PIB à +0,0% en France en 2025 et +0,6% en 2026) et un scénario adverse (PIB à -1,9% en France en 2025 et -1,4% en 2026). Au deuxième trimestre 2025, le coût du risque sur encours reste stable à 34 points de base sur quatre trimestres glissants¹³ et 32 points de base en vision trimestrielle annualisée¹⁴.

La contribution des **sociétés mises en équivalence** ressort à 30 millions d'euros au deuxième trimestre 2025 en baisse de -17 millions d'euros par rapport au deuxième trimestre 2024, soit -35,1%. Cette baisse est liée à la dépréciation du goodwill d'une participation chez CAL&F et à des éléments non récurrents notamment la baisse des revenus de remarketing chez CAPFM, compensés par l'impact de la première consolidation de Victory Capital (+20 millions d'euros). Le **résultat net sur autres actifs** est de 455 millions d'euros au deuxième trimestre 2025 et inclue la plus-value liée à la déconsolidation d'Amundi US d'un montant de 453 millions d'euros. Le **résultat avant impôt**, activités cédées et minoritaires ressort ainsi en hausse de +19%, à 3 350 millions d'euros.

La **charge d'impôt** est de -541 millions d'euros à comparer à -704 millions d'euros au deuxième trimestre 2024. L'impôt de ce trimestre intègre des éléments favorables notamment la non-fiscalisation de la plus-value liée à la déconsolidation d'Amundi US. La charge d'impôt du trimestre reste estimée et sera réévaluée d'ici la fin de l'année.

Le **résultat net avant minoritaires** est en hausse de +33,1%, et s'établit à 2 809 millions d'euros. Les **intérêts minoritaires** s'établissent à -420 millions d'euros au deuxième trimestre 2025, en hausse de +48,7%, une quote-part de la plus-value sur la déconsolidation d'Amundi US étant reversée aux minoritaires.

Sur l'ensemble du premier semestre 2024, le résultat net part du Groupe publié est de 4 213 millions d'euros, contre 3 731 millions d'euros au premier semestre 2024, soit une hausse de +12,9%.

Le **produit net bancaire** augmente de **+4,9%** par rapport au premier semestre 2024, portés par la performance des métiers Gestion de l'Epargne et Assurance, Grandes Clientèles, Services financiers spécialisés et Pôle Activités hors Métiers. Les **charges d'exploitation** sont en hausse de +5,5% par rapport au premier semestre 2024, en lien notamment avec l'accompagnement du développement des métiers et l'intégration d'effets périmètre. Le coefficient d'exploitation s'établit ainsi à 53,9% sur le semestre, en hausse de 0,3 point de pourcentage par rapport à celui du premier semestre 2024. Le **résultat brut d'exploitation** atteint ainsi 6 571 millions d'euros, +4,1% par rapport au premier semestre 2024. Le **coût du risque** affiche une hausse de +3,8% sur la période, s'établissant à -855 millions d'euros contre -824 millions d'euros au premier semestre 2024.

La contribution des **sociétés mises en équivalence** ressort à 77 millions d'euros au premier semestre 2025 en baisse de -13 millions d'euros par rapport au premier semestre 2024, soit -14,1%. Le **résultat net sur autres actifs** est de 456 millions d'euros au premier semestre 2025. Le **résultat avant impôt**, activités cédées et minoritaires ressort ainsi en hausse de +11,9%, à 6 250 millions d'euros. La **charge d'impôt** est de -1 368 millions d'euros à comparer à -1 315 millions d'euros au premier semestre 2024. Elle intègre l'impact de la surtaxe exceptionnelle sur l'impôt sur les sociétés pour -152 millions d'euros correspondant à une estimation d'environ -200 millions d'euros en 2025 (sous l'hypothèse d'un résultat fiscal 2025 égal à celui de 2024). Le **résultat net avant minoritaires** est en hausse de +14,3%, et s'établit à 4 882 millions d'euros. Les **intérêts minoritaires** s'établissent à -669 millions d'euros au premier semestre 2025, en hausse de +23,5% par rapport au premier semestre 2024.

¹³ Le coût du risque sur encours (en points de base) sur quatre trimestres glissants est calculé sur la base du coût du risque des quatre derniers trimestres auquel est rapporté la moyenne des encours de début de période des quatre derniers trimestres

¹⁴ Le coût du risque sur encours (en points de base) annualisé est calculé sur la base du coût du risque du trimestre multiplié par quatre auquel est rapporté l'encours de début de période du trimestre.

Le **bénéfice par action** atteint **0,74 euro par action** au **deuxième trimestre 2025** à comparer à 0,58 euros au deuxième trimestre 2024.

Le **RoTE**¹⁵, calculé sur la base d'un RNPG annualisé¹⁶, de charges IFRIC, d'impacts de la surtaxe sur l'IS et de la plus-value sur la déconsolidation d'Amundi US linéarisés sur l'année, net des coupons annualisés d'Additional Tier 1 (retour sur fonds propres part du Groupe hors incorporels) et net de l'impact de change sur les AT1 remboursés, et retraité de certains éléments volatils comptabilisés en capitaux propres (dont réserves latentes), atteint **16,7% au premier semestre 2024**, en hausse de +1,3 point de pourcentage par rapport au premier semestre 2024.

Résultats consolidés de Crédit Agricole S.A. au T2 et au S1 2025

En m€	T2-25	T2-24	Δ T2/T2	S1-25	S1-24	Δ S1/1
Produit net bancaire	7 006	6 796	+3,1%	14 263	13 602	+4,9%
Charges d'exploitation	(3 700)	(3 621)	+2,2%	(7 691)	(7 289)	+5,5%
Résultat brut d'exploitation	3 306	3 175	+4,1%	6 571	6 312	+4,1%
Coût du risque de crédit	(441)	(424)	+4,2%	(855)	(824)	+3,8%
Sociétés mises en équivalence	30	47	(35,2%)	77	90	(14,1%)
Gains ou pertes sur autres actifs	455	15	x 29,4	456	9	x 50,7
Variation de valeur des écarts d'acquisition	-	-	ns	-	-	ns
Résultat avant impôt	3 350	2 814	+19,0%	6 250	5 587	+11,9%
Impôt	(541)	(704)	(23,2%)	(1 368)	(1 315)	+4,0%
Rés. net des activ. arrêtées ou en cours de cession	0	-	ns	0	-	ns
Résultat net	2 809	2 110	+33,1%	4 882	4 273	+14,3%
Intérêts minoritaires	(420)	(282)	+48,7%	(669)	(542)	+23,5%
Résultat net part du Groupe	2 390	1 828	+30,7%	4 213	3 731	+12,9%
Bénéfice par action (€)	0,74	0,58	+29,1%	1,30	1,08	+20,3%
Coefficient d'exploitation (%)	52,8%	53,3%	-0,5 pp	53,9%	53,6%	+0,3 pp

¹⁵ Voir détails du calcul du RoTE (retour sur fonds propres hors incorporels) en Annexes

¹⁶ Le RNPG annualisé correspond à l'annualisation du RNPG (T1x4 ; S1x2 ; 9Mx4/3) en retraitant chaque période des impacts IFRIC, des effets de la surtaxe sur l'IS et de la plus-value liée à la déconsolidation d'Amundi US afin de les linéariser sur l'année.

Analyse de l'activité et des résultats des pôles et métiers de Crédit Agricole S.A.

Activité du pôle Gestion de l'épargne et Assurances

Au fin juin 2025, les encours du pôle Gestion de l'épargne et Assurances (GEA) s'établissent à 2 905 milliards d'euros, en hausse de +27 milliards d'euros sur le trimestre (soit +1%), en raison essentiellement d'une collecte nette positive en gestion d'actifs et en assurance et d'un effet marché et change favorable sur la période. Sur un an, les encours gérés sont en hausse de +5,2%.

L'activité en assurances (Crédit Agricole Assurances) est très dynamique avec un chiffre d'affaires global à un niveau élevé de 12,7 milliards d'euros, en augmentation de +17,9% par rapport au deuxième trimestre 2024.

En Epargne/Retraite, au deuxième trimestre 2025, le chiffre d'affaires atteint 9,9 milliards d'euros, en hausse de +22,3% par rapport au deuxième trimestre 2024, dans un contexte porteur notamment en France. Le taux d'unités de compte dans la collecte brute¹⁷ est stable sur un an à 32,0%. La collecte nette atteint un record à +4,2 milliards d'euros (+2,7 milliards d'euros par rapport au deuxième trimestre 2024), constituée d'une collecte nette de +2,4 milliards d'euros sur les fonds en euros et de +1,8 milliard d'euros en unités de compte.

Les **encours** (épargne, retraite et prévoyance obsèques) poursuivent leur progression et s'établissent à 359,4 milliards d'euros (+21,5 milliards d'euros sur un an, soit +6,4%). La croissance des encours est portée par le très bon niveau de collecte nette trimestrielle et des effets marché favorables. La part des unités de compte dans les encours est de 30,2%, en hausse de +0,6 point de pourcentage par rapport à fin juin 2024.

En Assurance dommages, le chiffre d'affaires s'établit à 1,4 milliard d'euros au deuxième trimestre 2025, en hausse de +9,3% par rapport au deuxième trimestre 2024. Cette croissance s'appuie sur un effet prix, avec une hausse de la prime moyenne, bénéficiant des révisions tarifaires induites par le changement climatique et l'inflation des coûts de réparation ainsi que de l'évolution du mix produits, et un effet volume avec un portefeuille à plus de 16,9 millions¹⁸ de contrats à fin juin 2025 (soit +2,8% sur un an). Enfin, le ratio combiné à fin juin 2025 s'établit à 94,7%¹⁹, stable sur un an, et en hausse de +1,4 point de pourcentage par rapport au trimestre dernier.

En prévoyance/ emprunteur/ assurances collectives, le chiffre d'affaires du deuxième trimestre 2025 s'établit à 1,4 milliard d'euros en léger repli de -0,6% par rapport au deuxième trimestre 2024. La prévoyance individuelle affiche une croissance de +7,1% liée à la hausse du montant moyen des garanties. L'emprunteur affiche une baisse de son activité de -4,3% sur la période, notamment liée au crédit à la consommation à l'international. Les assurances collectives sont en légère hausse à +2,2%.

Sur la Gestion d'actifs (Amundi), les encours gérés par Amundi progressent sur le trimestre et sur l'année de respectivement +0,9% et +5,2%, pour atteindre le nouveau record de 2 267 milliards d'euros à fin juin 2025. Ils tiennent compte sur le trimestre de la première intégration de Victory Capital avec un effet périmètre de -9,7 milliards d'euros (effet de la déconsolidation d'Amundi US pour -70 milliards d'euros et de l'intégration de Victory pour +60 milliards d'euros). Les encours des activités US s'élèvent à 94 milliards d'euros à fin juin 2025, dont 36 milliards d'euros d'encours distribués par Amundi aux clients non-US (intégrés à 100%) et 58 milliards d'euros d'encours distribués par Victory aux clients US (quote-part à 26%). En dehors de l'effet périmètre, les encours bénéficient d'un niveau de collecte élevé sur le trimestre (+20,5 milliards d'euros), d'un effet marché favorable à hauteur de +57 milliards d'euros, et d'un fort effet négatif du change pour -48 milliards d'euros lié à la baisse du dollar US et de la roupie indienne. La collecte nette est équilibrée entre la collecte sur les actifs-moyen long terme (+11 milliards d'euros) et les JVs (+10 milliards d'euros). Sur le segment des institutionnels, la collecte nette s'élève à +8,7 milliards d'euros sur le trimestre, tirée par une activité saisonnière dynamique en épargne salariale (+4 milliards d'euros en actifs MLT). Le segment des JVs affiche une collecte nette de 10,3 milliards d'euros sur la période, avec un rebond de la collecte en Inde, et

¹⁷ En normes locales

¹⁸ Périmètre : dommages France et international

¹⁹ Ratio combiné dommages en France (Pacifica) y.c actualisation et hors désactualisation, net de réassurance : (sinistralité + frais généraux + commissions) / primes brutes acquises. Ratio non actualisé : 97,4% (+0,1 pp sur un an).

une reprise confirmée en Chine. Enfin, le segment du retail, affiche une collecte nette à 1,4 milliards d'euros sur le trimestre.

En Gestion de fortune, les encours gérés s'établissent au total (CA Indosuez Wealth Management et Banque privée de LCL) à 279 milliards d'euros à fin juin 2025 et sont en augmentation de +3,7% par rapport à juin 2024 et stables par rapport à mars 2025.

Pour **Indosuez Wealth Management**, les encours à fin juin s'établissent à 214 milliards d'euros²⁰ en hausse de +0,4% par rapport à fin mars 2025, avec une collecte nette légèrement négative à -0,1 milliard d'euros. La production est soutenue sur les produits structurés et les mandats, elle compense partiellement la décollecte liée notamment à des événements de liquidité de grands clients. L'effet marché et change du trimestre est favorable à hauteur d'1 milliard d'euros. Par rapport à fin juin 2024, les encours sont en augmentation de +9 milliards d'euros, soit +4,5%. A noter également, l'annonce du projet d'acquisition de la banque Thaler en Suisse le 4 avril 2025, et celle du projet de reprise de la clientèle « Wealth Management » du groupe BNP Paribas à Monaco le 23 juin 2025.

Résultats du pôle Gestion de l'épargne et Assurances

Au deuxième trimestre 2025 le pôle GEA réalise un **produit net bancaire** de 1 970 millions d'euros, en hausse de +1,3% par rapport au deuxième trimestre 2024. Les **charges** augmentent de +6,2% à -864 millions d'euros et le résultat brut d'exploitation s'établit ainsi à 1 106 millions d'euros, -2,2% par rapport au deuxième trimestre 2024. Le **coefficient d'exploitation** du deuxième trimestre 2025 s'élève à 43,8%, en hausse de +2,0 points de pourcentage par rapport à la même période en 2024. Les **sociétés mises en équivalence** affichent une contribution de 58 millions d'euros, en hausse de +77,4%, en lien notamment avec la première intégration de la contribution de Victory Capital à hauteur de 26% sur ce trimestre dans le pôle gestion d'actifs, pour 20 millions d'euro. Le **résultat net sur autres actifs** est impacté par la comptabilisation d'une plus-value de 453 millions d'euros liée également au partenariat avec Victory Capital. En conséquence, le **résultat avant impôt** est en hausse de +40,1% et s'élève à 1 610 millions d'euros au deuxième trimestre 2025. Le **résultat net part du Groupe** enregistre une hausse de +49,3% pour atteindre 1 100 millions d'euros.

Au premier semestre 2025, le pôle GEA réalise un **produit net bancaire** de 4 028 millions d'euros, en hausse de +7,9% par rapport au premier semestre 2024. Les charges augmentent de +14,8%. Ainsi le coefficient d'exploitation s'élève à 44,7 %, en augmentation de +2,7 points de pourcentage par rapport au premier semestre 2024. Le résultat brut d'exploitation s'établit à 2 229 millions d'euros, en hausse de +2,9% par rapport au premier semestre 2024. Les **sociétés mises en équivalence** affichent une contribution de 86 millions d'euros, en hausse de +39,4%, en lien notamment avec la première intégration de la contribution de Victory Capital à hauteur de 26% sur le deuxième trimestre 2025 dans le pôle gestion d'actifs. Le **résultat net sur autres actifs** est impacté par la comptabilisation d'une plus-value de 453 millions d'euros liée également au partenariat avec Victory Capital sur le deuxième trimestre 2025. L'impôt s'établit à 601 millions d'euros, et est en hausse de +19,8%. Le **résultat net part du Groupe** du pôle GEA intègre la surtaxe d'impôt sur les sociétés en France et s'établit à 1 780 millions d'euros, en hausse de +22,5% par rapport au premier semestre 2024. La hausse concerne tous les métiers du pôle (+66,1% sur la gestion d'actifs, +0,8% pour l'assurance et +92,3% pour la gestion de fortune).

Sur le deuxième trimestre 2025, le pôle GEA contribue à hauteur de 41% au résultat net part du Groupe des pôles métiers de Crédit Agricole S.A. et à hauteur de 28% aux revenus (hors AHM).

Au 30 juin 2025, les fonds propres alloués au pôle s'élèvent à 13,2 milliards d'euros dont 10,6 milliards d'euros sur les Assurances, 1,9 milliard d'euros sur la Gestion d'actifs et 0,7 milliard d'euros sur la Gestion de fortune. Les emplois pondérés du pôle sont de 51,4 milliards d'euros dont 24,0 milliards d'euros sur les Assurances, 19,7 milliards d'euros sur la Gestion d'actifs et 7,7 milliards d'euros sur la Gestion de fortune.

²⁰ Ce chiffre est retraité des actifs en conservation pour clients institutionnels

Résultats Assurances

Au deuxième trimestre 2025, le **produit net bancaire** des assurances atteint 790 millions d'euros, en hausse de +2,1% par rapport au deuxième trimestre 2024. Les revenus sont soutenus par l'Épargne/Retraite en lien avec la progression de l'activité et un résultat financier favorable sur la période, le Dommage qui bénéficie d'un bon niveau d'activité et de résultat financier, et par la performance de la Prévoyance qui compense un resserrement des marges techniques en Emprunteur. Les revenus du trimestre se composent notamment de 587 millions d'euros sur l'épargne retraite et prévoyance obsèques²¹, 89 millions d'euros sur la protection des personnes²² et 114 millions d'euros sur le dommage²³.

La **CSM** (*Contractual Service Margin*) s'établit à 26,8 milliards d'euros à fin juin 2025, en hausse de +6,3% par rapport à fin décembre 2024. Elle bénéficie d'une contribution des affaires nouvelles supérieure à l'allocation de CSM et d'un effet marché positif. Le facteur d'allocation de CSM annualisé s'élève à 8,0% à fin juin 2025.

Les charges non attribuables du trimestre s'établissent à -87 millions d'euros, en baisse de -0,9% par rapport au deuxième trimestre 2024. Ainsi, le **résultat brut d'exploitation** atteint 703 millions d'euros, en hausse de +2,5% par rapport à la même période en 2024. Le **résultat net avant impôt** est en hausse de +2,2% et s'élève à 703 millions d'euros. La charge d'impôt s'élève 143 millions d'euros, en baisse de -19,9% sur la période. Le **résultat net part du Groupe** s'établit à 557 millions d'euros, en hausse de +12,6% par rapport au deuxième trimestre 2024.

Le produit net bancaire de l'assurance au **premier semestre 2025** atteint 1 517 millions d'euros, en hausse de +1,5% par rapport au premier semestre 2024. Le résultat brut d'exploitation est de 1 335 millions d'euros (+1,4% par rapport au premier semestre 2024). Les charges non attribuables s'établissent à 182 millions d'euros, en hausse de +2,0%. Le coefficient d'exploitation s'établit ainsi à 12,0%, en deçà du plafond cible fixé par le Plan Moyen Terme de 15%. Le résultat net part du Groupe intègre la surtaxe d'impôt sur les sociétés en France et atteint 997 millions d'euros, en augmentation de +0,8% par rapport à celui du premier semestre 2024.

Les Assurances contribuent à hauteur de 23% au résultat net part du Groupe des pôles métiers de Crédit Agricole S.A. (hors pôle AHM) à fin juin 2025 et de 10% à leurs revenus (hors pôle AHM).

Résultats Gestion d'actifs

Au deuxième trimestre 2025, le **produit net bancaire** atteint 771 millions d'euros et affiche une baisse de -10,8% par rapport au deuxième trimestre 2024. La déconsolidation d'Amundi US (consolidée à 100% auparavant) et l'intégration de Victory Capital (à hauteur de 26% sur la ligne des sociétés mises en équivalence) a pris effet ce trimestre. En conséquence, retraité de cet effet périmètre²⁴, le produit net bancaire est stable (-0,6%) comparé au deuxième trimestre 2024. Les commissions nettes de gestion affichent une hausse de +1,0%²⁵ par rapport au deuxième trimestre 2024. Les revenus d'Amundi Technology affichent une hausse marquée et progressent de +50% par rapport au deuxième trimestre 2024, grâce à l'intégration d'aixigo (le leader européen de la Wealth Tech, dont l'acquisition a été finalisée en novembre 2024) qui amplifie une croissance organique toujours forte. Les commissions de surperformance sont en baisse de -29%²⁵ par rapport au deuxième trimestre 2024 en raison de la volatilité des marchés et les revenus financiers sont également en baisse en lien avec la baisse des taux. Les **charges** d'exploitation s'élèvent à -429 millions d'euros, en baisse de -8,8% par rapport au deuxième trimestre 2024. Hors l'effet périmètre lié au partenariat Victory Capital²⁴, elles sont en hausse de +2,2% sur la période. Le coefficient d'exploitation est en hausse à 55,7% (+1,2 point de pourcentage par rapport au deuxième trimestre 2024). Le **résultat brut d'exploitation** s'établit à 341 millions d'euros, en baisse de -13,2% par rapport au deuxième trimestre 2024. La contribution des **sociétés mises en équivalence**, reprenant la contribution des joint-ventures asiatiques d'Amundi ainsi que la nouvelle contribution de Victory Capital depuis ce trimestre, s'établit à 58 millions d'euros (dont +20 millions d'euros au titre de Victory Capital, dont la contribution est comptabilisée avec un décalage d'un trimestre donc hors synergies déjà réalisées au deuxième trimestre 2025 ; la contribution des JVs est en forte hausse à +16,6%

²¹ Montants de l'allocation de CSM, de loss component et de Risk Adjustment (RA), et d'écarts d'expérience nets de réassurance, notamment

²² Montants d'allocation de CSM, de loss component et de RA, et d'écarts d'expérience nets de réassurance notamment

²³ Net du coût de la réassurance, y compris résultat financier

²⁴ Effet périmètre Amundi US déconsolidé pro forma au T2 2024 : 89 m€ en PNB, 51 m€ en charges

²⁵ Hors effet périmètre

notamment en Inde) en hausse de +77,4% par rapport au deuxième trimestre 2024. Le **résultat net sur autres actifs** est impacté par la comptabilisation d'une plus-value non monétaire de 453 millions d'euros liée également au partenariat avec Victory Capital sur le deuxième trimestre 2025. En conséquence, le résultat avant impôt s'élève à 850 millions d'euros, et double par rapport au deuxième trimestre 2024. Les intérêts minoritaires sont impactés par le partenariat avec Victory Capital et s'élèvent à 249 millions d'euros sur le trimestre. Le résultat net part du Groupe s'établit à 506 millions d'euros, en forte hausse (x2,3) par rapport au deuxième trimestre 2024 compte tenu l'impact du partenariat avec Victory Capital.

Sur le **premier semestre 2025**, le produit net bancaire est stable à 1 663 millions d'euros (-0,3%). Hors effet périmètre lié au partenariat avec Victory Capital au deuxième trimestre 2025, il serait en progression de +5,3% sur la période. Les charges d'exploitation sont en légère hausse de +0,7%. Hors effet périmètre lié au partenariat avec Victory Capital, elles seraient en progression de +5,3% sur la période. Le coefficient d'exploitation est de 55,7%, en hausse de +0,5 points par rapport au premier semestre 2024. Ainsi, le résultat brut d'exploitation est en baisse de -1,5% par rapport au premier semestre 2024. Le résultat des sociétés mises en équivalence augmente de +39,4%, reflétant notamment la première intégration de la contribution de Victory Capital sur le deuxième trimestre 2025. Le **résultat net sur autres actifs** est impacté par la comptabilisation d'une plus-value non monétaire de 453 millions d'euros liée également au partenariat avec Victory Capital sur le deuxième trimestre 2025. Au final, le résultat net part du Groupe du semestre intègre la surtaxe d'impôt sur les sociétés en France s'établit à 689 millions d'euros en hausse de +66,1%.

La Gestion d'actifs contribue à hauteur de 16% au résultat net part du Groupe sous-jacent des pôles métiers de Crédit Agricole S.A. (hors pôle AHM) à fin juin 2025 et 12% de leurs revenus sous-jacents.

Au 30 juin 2025, les fonds propres alloués à la Gestion d'actifs s'élèvent à 1,9 milliard d'euros ; les emplois pondérés sont de 19,7 milliards d'euros.

Résultats Gestion de fortune²⁶

Au deuxième trimestre 2025, le **produit net bancaire** de la gestion de fortune s'établit à 409 millions d'euros en hausse de +33,3% par rapport au deuxième trimestre 2024, bénéficiant de l'impact de l'intégration de Degroof Petercam en juin 2024. Hors cet effet²⁷, les revenus sont soutenus par la bonne dynamique des commissions transactionnelles, et la bonne tenue de la marge nette d'intérêt malgré le contexte de taux baissier. Les **charges** du trimestre atteignent -348 millions d'euros, en hausse de +36,4% par rapport au deuxième trimestre 2024, impactées par un effet périmètre Degroof Petercam²⁷ et -22,5 millions d'euros de coûts d'intégration au deuxième trimestre 2025²⁸. Retraitée de ces impacts, l'évolution des charges est en légère hausse à +1,7% par rapport au deuxième trimestre 2024. Le **coefficient d'exploitation** du deuxième trimestre 2025 s'établit à 85%, en hausse de +1,9 point de pourcentage par rapport à la même période en 2024. Retraité des coûts d'intégration, il s'élève à 79,5%. Le **résultat brut d'exploitation** atteint 61 millions d'euros, en hausse (+18,3%) par rapport au deuxième trimestre 2024. Le **coût du risque** du trimestre reste modéré à -5 millions d'euros. Le **résultat net part du Groupe** atteint 36 millions d'euros, en hausse de +52,7% par rapport au deuxième trimestre 2024.

Sur le premier semestre 2025, le produit net bancaire du métier gestion de fortune est en augmentation de +48,6% par rapport au premier semestre 2024, bénéficiant notamment de l'intégration de Degroof Petercam²⁹ en juin 2024, pour atteindre 848 millions d'euros. Les charges sont en augmentation de +47,5% en raison de l'impact de l'intégration de Degroof Petercam²⁹ en juin 2024 et des coûts d'intégration. Le résultat brut d'exploitation augmente ainsi de +54,0% pour s'établir à 156 millions d'euros. Le résultat net sur autres actifs est nul au premier semestre 2025 en comparaison avec -20 millions d'euros au premier semestre 2024, correspondant à des frais d'acquisition Degroof Petercam. Le résultat net part du Groupe s'établit à 94 millions d'euros sur le semestre, et progresse de 92,3% par rapport au premier semestre 2024. L'objectif de résultat net part du Groupe additionnel de

²⁶ Périmètre Indosuez Wealth Management

²⁷ Effet périmètre Degroof Petercam avril/mai 2025 : PNB de 96 m€ et charges de -71 m€

²⁸ Coûts d'intégration T2-25 : -22,5 m€ vs -5,4 m€ au T2-24

²⁹ Effet périmètre Degroof Petercam sur le S1-25 : rappel des chiffres d'effet périmètre Degroof Petercam du T1-25 PNB de 164 m€ et charges de -115 m€

+150 à +200 millions d'euros en 2028 suite à l'intégration de Degroof Petercam est confirmé et le taux d'avancement de synergies réalisées s'élève à environ 25%.

La Gestion de fortune contribue à hauteur de 2% au résultat net part du Groupe des pôles métiers de Crédit Agricole S.A. (hors pôle AHM) à fin juin 2025 et 6% de leurs revenus (hors pôle AHM).

Au 30 juin 2025, les fonds propres alloués à la Gestion de fortune s'élèvent à 0,7 milliard d'euros ; les emplois pondérés sont de 7,7 milliards d'euros.

Activité du pôle Grandes clientèles

Le pôle Grandes Clientèles affiche une bonne activité au deuxième trimestre 2025, grâce à une bonne performance de la **Banque de financement et d'investissement** et une activité dynamique dans les **Services financiers aux institutionnels**.

Au deuxième trimestre 2025, les revenus de la **Banque de financement et d'investissement** sont stables à 1 705 millions d'euros, soit -0,1% par rapport au deuxième trimestre 2024 (+5% hors éléments volatils FVA/DVA et effet change). L'activité de **Banque de Marché et d'Investissement** est en retrait de -2,7% par rapport au deuxième trimestre 2024 (+3% hors éléments non récurrents et effet change), mais demeure à haut niveau à 860 millions d'euros, soutenue d'une part par une nouvelle progression des revenus des activités de la Banque de Marché (+2,8% par rapport au deuxième trimestre 2024, +10% hors éléments volatils FVA/DVA & effet change) notamment sur les activités de trading et crédit primaire qui compensent partiellement la baisse de revenus des structurés actions. Les revenus de la Banque de Financement sont en hausse à 845 millions d'euros, en progression de +2,8% par rapport au deuxième trimestre 2024 (+7% hors éléments non récurrents et effet change). Ceci s'explique notamment par la performance des financements structurés dont les revenus augmentent de +6,8% par rapport au deuxième trimestre 2024 notamment expliqué par le dynamisme du secteur des énergies renouvelables (hausse de la production sur les projets éoliens et solaires). La Banque Commerciale est en hausse de +0,7% par rapport au deuxième trimestre 2024, tirée par les activités de Corporate & Leveraged Finance, sous l'impulsion du secteur des financements d'acquisitions.

La Banque de Financement confirme son positionnement de leader sur les crédits syndiqués (#1 en France³⁰ et #2 en EMEA³⁰). CACIB réaffirme sa bonne position sur les émissions obligataires (#2 All bonds in EUR Worldwide³⁰) et affiche la position de #1 sur les Green, Social & Sustainable bonds en EUR³¹. La VaR réglementaire moyenne s'établit à 11,1 millions d'euros sur le second trimestre 2025, en hausse par rapport au premier trimestre 2025 à 10,5 millions d'euros, en lien avec l'évolution des marchés financiers et celle des positions. Elle demeure à un niveau reflétant la gestion prudente des risques.

Pour les **Services financiers aux institutionnels**, la croissance d'activité est soutenue par le dynamisme commercial et les effets marchés favorables.

Les **encours conservés** affichent ainsi une hausse de +1,1% à fin juin 2025 par rapport à fin mars 2025 et une hausse de +11,3% par rapport à fin juin 2024, pour atteindre 5 526 milliards d'euros. Les **encours administrés** sont en baisse de -3,0% sur le trimestre en raison d'une sortie planifiée de client et en hausse de +1,2% sur un an, atteignant 3 468 milliards d'euros à fin juin 2025.

Le 4 juillet 2025, Crédit Agricole S.A. a annoncé la finalisation du rachat des participations de 30,5% de Santander dans CACEIS.

Résultats pôle Grandes clientèles

Au **deuxième trimestre 2025**, le **produit net bancaire du pôle Grandes clientèles** atteint encore une fois un haut niveau à 2 224 millions d'euros (stable par rapport au deuxième trimestre 2024), soutenu par un haut niveau des métiers de la Banque de financement et d'investissement et des Services financiers aux institutionnels.

Les **charges d'exploitation** sont en hausse de +4,4%, augmentation expliquée par les investissements IT et par le développement de l'activité des métiers. Ainsi le **résultat brut d'exploitation** du pôle est en baisse de

³⁰ Refinitiv LSEG

³¹ Bloomberg en EUR

-5,1% par rapport au deuxième trimestre 2024 à 967 millions d'euros. Le pôle enregistre une dotation limitée du coût du risque de -20 millions d'euros intégrant la mise à jour des scénarios économiques et bénéficiant d'effets modèles favorables, à comparer à une dotation de -39 millions d'euros au deuxième trimestre 2024. Le résultat avant impôts s'élève à 958 millions d'euros, en baisse de -3,3% par rapport au deuxième trimestre 2024. La charge d'impôt s'élève à -149 millions d'euros au deuxième trimestre 2025. Enfin, le **résultat net part du Groupe** atteint 752 millions d'euros au deuxième trimestre 2025, en hausse de +8,3% par rapport au résultat du deuxième trimestre 2024.

Au premier semestre 2025, le **produit net bancaire** publié du pôle Grandes Clientèles s'établit au plus haut niveau historique à 4 632 millions d'euros, soit +3,2% d'euros par rapport au premier semestre 2024. Les **charges d'exploitation** augmentent de +4,6% par rapport au premier semestre 2024 à 2 617 millions d'euros, essentiellement liés aux frais de personnel et aux investissements IT. Ainsi le résultat brut d'exploitation du premier semestre 2025 s'élève à 2 015 millions d'euros, en hausse de +1,4% par rapport du premier semestre 2024. Le **coût du risque** termine le premier semestre 2025 en dotation nette de -5 millions d'euros, stable par rapport au premier semestre 2024. Ainsi, la contribution du métier au **résultat net part du Groupe** publié s'établit à 1 475 millions d'euros, en hausse de +4,1% par rapport au premier semestre 2024.

Le pôle contribue à hauteur de 34% au **résultat net part du Groupe** des pôles métiers de Crédit Agricole S.A. (hors pôle AHM) à fin juin 2025 et de 32% aux **revenus** hors AHM.

Au 30 juin 2025, les **fonds propres alloués** au pôle s'élèvent à 12,8 milliards d'euros et les **emplois pondérés** du pôle sont de 134,7 milliards d'euros.

Résultats Banque de financement et d'investissement

Au **deuxième trimestre 2025**, le **produit net bancaire** de la Banque de financement et d'investissement affiche une performance de haut niveau à 1 705 millions d'euros, stable (stable par rapport au deuxième trimestre 2024, +5% hors éléments volatils FVA/DVA et effet change).

Les **charges d'exploitation** enregistrent une hausse de +6,7% pour s'établir à -895 millions d'euros, expliquée principalement par les investissements IT et par le développement de l'activité des métiers. Le **résultat brut d'exploitation** diminue de -6,6% par rapport au deuxième trimestre 2024 et s'établit ainsi à un haut niveau à +810 millions d'euros. Le coefficient d'exploitation atteint 52,5%, en hausse de +3,3 points de pourcentage sur la période. Le **coût du risque** enregistre une dotation limitée de -19 millions d'euros intégrant la mise à jour des scénarios économiques et bénéficiant d'effets modèles favorables. Enfin, le **résultat avant impôt** du deuxième trimestre 2025 s'élève à 793 millions d'euros, en baisse de -5,7% par rapport au deuxième trimestre 2024. Finalement, le **résultat net part du Groupe** enregistre une hausse de +6,7% point de pourcentage pour s'établir à 659 millions d'euros au deuxième trimestre 2025.

Au premier semestre 2025, le **produit net bancaire** publié progresse de +3,7% par rapport au premier semestre 2024 pour s'établir à 3 591 millions d'euros, **soit le plus haut niveau historique semestriel**. Les **charges d'exploitation** augmentent de +7,1%, principalement sur les rémunérations variables et les investissements IT pour accompagner le développement des métiers. Ainsi, le **résultat brut d'exploitation** à 1 704 millions d'euros, stable par rapport au premier semestre 2024. Le **coût du risque** enregistre une reprise nette de +4 millions d'euros sur le premier semestre 2025, contre une reprise de +7 millions d'euros au premier semestre 2024. La charge d'impôt s'élève à -376 millions d'euros, en baisse de -9,3%. Au final, le **résultat net part du Groupe** publié s'établit à 1 307 millions d'euros sur le premier semestre 2025, en progression de +3,0% sur la période.

Les emplois pondérés à fin juin 2025 sont en baisse de -6,6 milliards d'euros par rapport à fin mars 2025 à 123,6 milliards d'euros, principalement expliqué par des effets modèles.

Résultats Services financiers aux institutionnels

Au deuxième trimestre 2025, le **produit net bancaire** des Services financiers aux institutionnels est stable par rapport au deuxième trimestre 2024 et s'établit à 519 millions d'euros, la bonne tenue de la marge nette d'intérêt étant compensée par une baisse des commissions (notamment sur le change). Les **charges d'exploitation** sont en baisse de -1,1% à -361 millions d'euros, en raison de la baisse des coûts d'intégration ISB par rapport au deuxième trimestre 2024³². Hors cet effet, les charges sont en légère hausse dans l'attente de l'accélération des synergies. Le **résultat brut d'exploitation** affiche ainsi une progression de +3,8% et s'établit à 158 millions d'euros au deuxième trimestre 2025. Le **coefficient d'exploitation** du deuxième trimestre 2025 s'élève à 69,6%, en baisse de -1,0 point de pourcentage par rapport à la même période en 2024. En conséquence, le **résultat avant impôt** est en hausse de +8,8% et s'élève à 165 millions d'euros au deuxième trimestre 2025. Le **résultat net part du Groupe** enregistre une hausse de +21,1% par rapport au deuxième trimestre 2024.

Le **produit net bancaire publié du premier semestre 2025** est en hausse de +1,5% par rapport au premier semestre 2024, porté par la bonne dynamique commerciale et une marge d'intérêt en évolution favorable sur la période. Les charges sont en baisse de -1,3% et intègrent -13,7 millions de coûts d'intégrations au titre de l'acquisition des activités de ISB (contre -44,3 millions d'euros de frais d'intégration au premier semestre 2024). Le **résultat brut d'exploitation** est en hausse de +8,8% par rapport au premier semestre 2024. Le **coefficient d'exploitation**, s'élève à 70,1%, en baisse de 2,0 points par rapport au deuxième semestre 2024. L'objectif de résultat net additionnel ³³ de +100 millions d'euros en 2026 suite à l'intégration de ISB est confirmé et le taux d'avancement de synergies réalisées s'élève à environ 60%.

Au final, la contribution du métier au **résultat net part du Groupe** au premier semestre 2025 s'établit à 168 millions d'euros, en progression de +13,9% par rapport au premier semestre 2024.

Activité Services financiers spécialisés

La **production commerciale de Crédit Agricole Personal Finance & Mobility (CAPFM)** atteint 12,4 milliards d'euros au deuxième trimestre 2025, en hausse de +2,4% par rapport au deuxième trimestre 2024, et en hausse de +12,4% par rapport au premier trimestre 2025. Cette hausse est portée par le crédit à la consommation traditionnel, tandis que l'activité automobile est stable dans un marché toujours complexe en Europe et en Chine. La part des financements automobile³⁴ dans la production trimestrielle s'élève à 49,6%. Le **taux client moyen à la production** est en légère baisse de -9 points de base par rapport au premier trimestre 2025. Les **encours gérés** de CAPFM s'établissent ainsi à 121,0 milliards d'euros à fin juin 2025, en hausse de +4,5% par rapport à fin juin 2024, sur tous les périmètres (Automobile +6,6%³⁵, LCL et Caisses régionales +4,2%, Autres entités +2,5%), bénéficiant de l'élargissement du portefeuille en gestion avec les Caisses Régionales et du développement bien orienté de la location automobile avec Leasys et Drivalia. Enfin, les **encours consolidés** s'élèvent à 68,0 milliards d'euros à fin juin 2025, en baisse de -0,9% par rapport au à fin juin 2024.

La **production commerciale de Crédit Agricole Leasing & Factoring (CAL&F)** est en repli de -19,4% par rapport au deuxième trimestre 2024 sur le crédit-bail, principalement en France dans un contexte de marché défavorable³⁶. À l'international la production est en hausse, notamment en Pologne. Les **encours de crédit-bail** sont en hausse de +5,0% sur un an, à la fois en France (+4,1%) et à l'international (+8,6%) et atteignent 20,8 milliards d'euros à fin juin 2025 (dont 16,4 milliards d'euros en France et 4,5 milliards d'euros à l'international). La **production commerciale en affacturage** est en hausse de +26,6% par rapport deuxième trimestre 2024, portée par la France, en hausse de +83,8%, bénéficiant de la signature d'un dossier significatif ; l'international est en baisse de -27,0%, principalement en Allemagne. Les **encours d'affacturage** à fin juin 2025 sont en progression de +3,7% par rapport à fin juin 2024, et le chiffre d'affaires factoré est en progression de +5,0% par rapport à la même période en 2024.

³² Coûts d'intégration ISB : -5 m€ au T2-25 (vs -24,4 m€ au T2-24)

³³ Le résultat net devient le résultat net part du groupe suite au rachat des minoritaires de Santander par Crédit Agricole S.A

³⁴ CA Auto Bank, JV automobiles et activités auto des autres entités

³⁵ CA Auto Bank et JV automobiles

³⁶ Financements locatifs des investissements d'équipement des entreprises et des professionnels en France : -7,5% au T1-25 (source ASF)

Résultat services financiers spécialisés

Au **deuxième trimestre 2025**, le **produit net bancaire** du pôle Services financiers spécialisés s'élève à 881 millions d'euros au deuxième trimestre 2025, en baisse de -1,0% par rapport au deuxième trimestre 2024. Les **charges** s'élèvent à -438 millions d'euros, en baisse de -1,0% par rapport au deuxième trimestre 2024. Le **coefficient d'exploitation** s'établit à 49,8% stable par rapport à la même période en 2024. Le **résultat brut d'exploitation** s'établit ainsi à 442 millions d'euros, en baisse de -1,0% par rapport au deuxième trimestre 2024. Le **coût du risque** s'élève à -235 millions d'euros, il est en hausse de +11,7% par rapport au deuxième trimestre 2024. Le résultat des **sociétés mises en équivalence** s'élève à -13 millions d'euros, en forte baisse en comparaison au deuxième trimestre 2024 qui s'élevait à 29 millions d'euros, en lien notamment avec la baisse des revenus de *remarketing* pour CAPFM ainsi qu'une dépréciation de goodwill pour CAL&F. Le **résultat avant impôt** du pôle atteint 194 millions d'euros, en baisse de -26,7% par rapport à la même période en 2024. Le **résultat net part du groupe** atteint 114 millions d'euros, en baisse de -38,9% par rapport à la même période en 2024.

Au **premier semestre 2025**, le **produit net bancaire** du pôle Services financiers spécialisés s'élève à 1 749 millions d'euros et progresse de +0,8% comparé au premier semestre 2024. Les **charges d'exploitation** augmentent de +1,7% comparé au premier semestre 2024 à -912 millions d'euros. Le **résultat brut d'exploitation** s'établit ainsi à 837 millions d'euros, stable (-0,2%) par rapport au premier semestre 2024. Le **coefficient d'exploitation** s'élève à 52,1%, soit +0,5 point de pourcentage par rapport à la même période en 2024. Le **coût du risque** augmente de +12,8% par rapport au premier semestre 2024, à -484 millions d'euros. La contribution des **sociétés mises en équivalence** est en baisse de -62,2% par rapport à la même période en 2024, en lien notamment avec la baisse des revenus de *remarketing* pour CAPFM, ainsi qu'une dépréciation de goodwill pour CAL&F (au deuxième trimestre 2025). Le **résultat net part du Groupe** du pôle intègre la surtaxe d'impôt sur les sociétés en France et atteint 263 millions d'euros, en baisse de -20,3% par rapport à la même période en 2024.

Le pôle contribue à hauteur de 6% au **résultat net part du Groupe** des pôles métiers de Crédit Agricole S.A. (hors pôle AHM) à fin juin 2025 et de 12% aux revenus hors AHM.

Au 30 juin 2025, les **fonds propres alloués** au pôle s'élèvent à 7,7 milliards d'euros et les **emplois pondérés** du pôle sont de 80,7 milliards d'euros.

Résultats Financement Personnel et Mobilité

Au **deuxième trimestre 2025**, le **produit net bancaire** de CAPFM atteint 697 millions d'euros, en hausse de +0,3% par rapport au deuxième trimestre 2024, avec un effets prix positif bénéficiant de l'amélioration du taux de marge à la production qui augmente de +35 points de base par rapport au deuxième trimestre 2024 (et qui baisse de -7 points de base par rapport au premier trimestre 2025), en partie absorbé par la hausse de la dette subordonnée³⁷. Les **charges** s'établissent à -339 millions d'euros en baisse de -1,1% et l'effet ciseaux est positif sur le trimestre à +1,3 point de pourcentage. Le **résultat brut d'exploitation** s'établit ainsi à 358 millions d'euros, en hausse de +1,5% par rapport au deuxième trimestre 2024. Le **coefficient d'exploitation** s'élève à 48,7%, soit -0,6 point de pourcentage par rapport à la même période en 2024. Le **coût du risque** augmente de +19,6%, à -228 millions d'euros, par rapport au deuxième trimestre 2024. Le **coût du risque sur encours** s'établit ainsi à 135 points de base³⁸, en légère dégradation de +5 points de base par rapport au premier trimestre 2025, notamment sur les activités internationales. Le taux de créances douteuses atteint 4,6% à fin juin 2025, en légère hausse de +0,1 point de pourcentage par rapport à fin mars 2025, et le taux de couverture atteint 73,2%, en diminution de -0,2 point de pourcentage par rapport à fin mars 2025. Le résultat des **sociétés mises en équivalence** est en baisse de -71,4% par rapport à la même période en 2024, liée notamment à la baisse des revenus de *remarketing*. Le **résultat avant impôt** atteint 140 millions d'euros, en baisse de -27,1% par rapport à la même période en 2024. Le **résultat net part du Groupe** atteint 81 millions d'euros, en baisse de -38,4% par rapport à l'année dernière.

Au **premier semestre 2025**, Le **produit net bancaire** de CAPFM atteint 1 380 millions d'euros soit +1,1% par rapport au premier semestre 2024, bénéficiant d'effets volumes et prix positifs en partie compensés absorbé par

³⁷ Hausse des RWA d'environ +7G€ principalement liée à la consolidation des activités de leasing au T4-24

³⁸ Coût du risque des quatre derniers trimestres rapporté à la moyenne des encours de début de période des quatre derniers trimestres

la hausse de la dette subordonnée³⁷. Les **charges** s'établissent à -709 millions d'euros, en hausse de +1,7% par rapport au premier semestre 2024, en lien notamment avec les frais de personnel et les charges informatiques. Le **résultat brut d'exploitation** s'établit ainsi à 671 millions d'euros, en hausse de +0,6%. Le **coefficient d'exploitation** s'élève à 51,4%, soit +0,3 point de pourcentage par rapport à la même période en 2024. Le **coût du risque** augmente de +16,3% par rapport au premier semestre 2024, à -453 millions d'euros, en lien notamment avec une légère dégradation sur les filiales internationales. La contribution des **sociétés mises en équivalence** est en baisse de -25,9% par rapport à la même période en 2024, notamment en raison de la baisse des revenus de *remarketing*. Ainsi, le **résultat net part du Groupe**, intégrant la surtaxe d'impôt sur les sociétés en France, atteint 188 millions d'euros, en baisse de -18,7% par rapport au premier semestre 2024.

Résultats Leasing & Affacturage

Au deuxième trimestre 2025, le produit net bancaire de CAL&F atteint 183 millions d'euros, en baisse de -5,4% par rapport au deuxième trimestre 2024 en raison de la baisse des marges sur l'affacturage (en lien avec la baisse des taux). Les revenus sont en hausse sur le crédit-bail. Les **charges d'exploitation** s'établissent à -99 millions d'euros, elles sont en baisse de -0,8% sur le trimestre et le **coefficient d'exploitation** s'établit à 54,0% soit +2,6 points de pourcentage par rapport au deuxième trimestre 2024. Le **résultat brut d'exploitation** atteint 84 millions d'euros, en baisse de -10,4% par rapport au deuxième trimestre 2024. Le **coût du risque** intègre une reprise de provision sur encours sains de +20 millions d'euros et s'élève ainsi à -7 millions d'euros sur le trimestre, en baisse de -63,9% par rapport à la même période en 2024. Le **coût du risque sur encours** s'élève à 21 points de base³⁸, en baisse de -4 points de base par rapport au deuxième trimestre 2024. Le **résultat des sociétés mises en équivalence** s'élève à -22 millions d'euros au deuxième trimestre 2025 en forte baisse en comparaison au deuxième trimestre 2024 à -2 millions d'euros, en raison d'une dépréciation de goodwill. Le résultat avant impôt atteint 54 millions d'euros, en baisse de -25,4% par rapport à la même période en 2024. Le **résultat net part du Groupe** intègre la surtaxe d'impôt sur les sociétés en France et atteint 33 millions d'euros, en baisse de -40,2% par rapport à l'année dernière.

Au premier semestre 2025, le produit net bancaire est stable (-0,6%) par rapport au premier semestre 2024 à 369 millions d'euros avec une hausse sur le crédit-bail absorbée par une baisse des marges sur l'affacturage en raison de la baisse des taux. Les **charges d'exploitation** sont en hausse de +1,9% à -203 millions d'euros. Ainsi, le **résultat brut d'exploitation** est en baisse de -3,5% par rapport au premier semestre 2024 pour atteindre 166 millions d'euros. Le **coefficient d'exploitation** s'établit à 55,0%, soit +1,3 point de pourcentage par rapport au premier semestre 2024. Le **coût du risque** est en baisse par rapport au premier semestre 2024 (-21,8%) en raison d'une reprise de provision sur encours sains de +20 millions d'euros au deuxième trimestre 2025. La **contribution des sociétés mises en équivalence** s'élève à -24 millions d'euros au premier semestre 2025 en forte baisse en comparaison au premier semestre 2024 à -4 millions d'euros, en raison d'une dépréciation de goodwill au premier semestre 2025. Enfin, le **résultat net part du Groupe** intègre la surtaxe d'impôt sur les sociétés en France s'élève à 75 millions d'euros, en baisse de -24,1% par rapport au premier semestre 2024.

Activité de la Banque de proximité Crédit Agricole S.A.

En **Banque de proximité** chez Crédit Agricole S.A. ce trimestre, la production de crédit en France poursuit son rebond par rapport au deuxième trimestre 2024, elle est en recul en Italie dans un marché de l'habitat très concurrentiel. L'équipement des clients en assurances progresse.

Activité Banque de proximité en France

Au deuxième trimestre 2025, l'activité se maintient, avec un rebond de l'activité de crédit et notamment de crédit immobilier par rapport au deuxième trimestre 2024 et une hausse de la collecte. La conquête brute s'élève à 68 000 nouveaux clients ce trimestre.

Le taux d'équipement en assurances automobile, MRH, santé, juridique, tous mobiles/portables ou GAV progresse de +0,6 point de pourcentage pour s'établir à 28,4% à fin juin 2025.

La production de crédits s'élève à 6,8 milliards d'euros, en hausse de +14% sur un an. Le deuxième trimestre 2025 enregistre une hausse de la production de crédits immobiliers (+24% par rapport au deuxième trimestre 2024). Le taux moyen à la production des prêts habitats s'établit à 3,07%, en baisse de -11 points de base par rapport au premier trimestre 2025 et -77 points de base sur un an. Le taux du stock des crédits habitat s'améliore de +3 points de base sur le trimestre et de +18 points de base sur un an. La bonne dynamique de production de crédits se poursuit sur le marché des entreprises (+10% sur un an) et des professionnels (+15% sur un an) et reste en hausse sur le crédit à la consommation (+2%).

Les encours de crédits s'établissent à 171,5 milliards d'euros à fin juin 2025, en hausse sur le trimestre (+0,5%) et sur un an (+2,0%, dont +1,8% sur les crédits habitats, +1,7% sur les crédits aux professionnels, +3,4% sur les crédits entreprises). Les encours de collecte s'établissent à 256,0 milliards d'euros à fin juin 2025, en hausse de +1,7% sur un an, tirés notamment par la collecte hors-bilan et une collecte bilan en légère hausse. Sur le trimestre, les encours de collecte sont stables de -0,2% par rapport à fin mars 2025, avec une hausse des dépôts à vue pour +2,6% alors que les dépôts à terme diminuent de -8,5% sur le trimestre, dans un environnement qui reste incertain. La collecte hors-bilan bénéficie d'un effet marché positif sur un an et sur le trimestre et d'une collecte nette positive en assurance-vie.

Activité Banque de proximité en Italie

Au deuxième trimestre 2025, la conquête brute de CA Italia atteint 54 000 nouveaux clients.

Les encours de crédit de CA Italia à fin juin 2025 s'établissent à 62,0 milliards d'euros³⁹, en hausse de +1,6% par rapport à fin juin 2024, dans un marché italien en légère progression⁴⁰, tirés par le marché des particuliers dont les encours augmentent de +2,8%. Le taux du stock sur les crédits diminue de -96 points de base par rapport au deuxième trimestre 2024, et de -24 points de base par rapport au premier trimestre 2025. La production de crédits du trimestre est en baisse de -8,1% en comparaison à un deuxième trimestre 2024 élevé, et dans un marché de l'habitat très concurrentiel au deuxième trimestre 2025. La production de crédit du semestre est en hausse de +1,3% en comparaison au premier semestre 2024.

Les encours de collecte à fin juin 2025 s'élèvent à 120,5 milliards d'euros, en hausse de +3,2% par rapport à fin juin 2024 ; la collecte bilan est stable (+0,3%) par rapport à fin juin 2024. Enfin, la collecte hors bilan augmente de +6,9% sur la même période et bénéficie de flux nets et d'un effet marché positifs.

Le taux d'équipement en assurances automobile, MRH, santé, juridique, tous mobiles/portables ou GAV est de 20,6% chez CA Italia, en hausse de +0,9 point de pourcentage par rapport au deuxième trimestre 2024.

Activité Banque de proximité à l'international hors Italie

Pour les Banques de proximité à l'international hors Italie, les encours de crédit s'établissent à 7,4 milliards d'euros en hausse de +5,2% à cours courant à fin juin 2025 par rapport à fin juin 2024 (+6,6% à change constant). Les encours de collecte s'élèvent à 11,7 milliards d'euros et sont en hausse de +6,4% à change courant (+9,7% à change constant) sur la même période.

En particulier en Pologne, les encours de crédit augmentent de +5,2% par rapport à fin juin 2024 (+3,6% à change constant) portés par le segment *retail*, et la collecte bilan de +8,2% (+6,6% à change constant). La production de crédit en Pologne est en hausse ce trimestre par rapport au deuxième trimestre 2024 (+7,9% à change courant et +6,5% à change constant). Par ailleurs, la conquête brute en Pologne atteint 48 000 nouveaux clients ce trimestre.

En Égypte, l'activité commerciale est dynamique sur tous les marchés. Les encours de crédit augmentent de +6,8% entre fin juin 2025 et fin juin 2024 (+20,9% à change constant). Sur la même période, la collecte bilan est en hausse de +9,0% et en hausse de +23,3% à change constant.

La liquidité est toujours très solide avec un excédent net de collecte sur les crédits de la Pologne et de l'Égypte s'élevant à +2,0 milliards d'euros au 30 juin 2025, et atteint 3,5 milliards d'euros en incluant l'Ukraine.

³⁹ Net des encours POCI

⁴⁰ Source Abi Monthly Outlook juillet 2025 : +0,9% juin/juin sur l'ensemble des crédits

Résultats Banque de proximité en France

Au deuxième trimestre 2025 le produit net bancaire de LCL atteint 976 millions d'euros, stable par rapport au deuxième trimestre 2024. La hausse des commissions (+3,1% par rapport au deuxième trimestre 2024) est notamment portée par la bonne dynamique sur les assurances (vie et non-vie). La MNI est en baisse de -3,4%, impactée notamment par un effet de base défavorable, mais en amélioration par rapport au premier trimestre 2025 (+7,8%), grâce au repricing progressif des crédits et à la baisse du coût des ressources clientèle (qui bénéficie d'une évolution favorable du mix de dépôts) et du refinancement, atténuée par la moindre contribution de la macrocouverture.

Les charges sont en légère hausse de +1,0% et s'établissent à -597 millions d'euros en lien avec la poursuite des investissements. Le coefficient d'exploitation s'établit à 61,1%, en hausse de 0,8 point de pourcentage par rapport au deuxième trimestre 2024. Le résultat brut d'exploitation est ainsi en baisse de -2,4%, à 380 millions d'euros.

Le coût du risque est stable (-0,3% par rapport au deuxième trimestre 2024) et s'établit à -95 millions d'euros (dont une dotation de -104 millions d'euros sur le risque avéré et une reprise de +10 millions d'euros sur encours sains, intégrant l'impact de la mise à jour des scénarios compensée par la mise à jour de modèles. Le coût du risque sur encours est stable à 20 points de base, avec un niveau toujours élevé sur le marché des professionnels. Le taux de couverture reste toujours à un niveau élevé et s'établit à 60,9% à fin juin 2025. Le taux de créances douteuses atteint 2,1% à fin juin 2025.

Au final, le résultat net avant impôts s'établit ainsi 286 millions d'euros, en baisse de -3,4% par rapport au deuxième trimestre 2024, et le résultat net part du Groupe baisse de -5,7% par rapport au deuxième trimestre 2024.

Au premier semestre 2025, les revenus de LCL sont stables de +0,3% par rapport au premier semestre 2024 et atteignent 1 939 millions d'euros. La marge nette d'intérêt est en baisse (-2,6%), bénéficiant du repricing progressif des crédits et du moindre coût des ressources et du refinancement, avec toutefois un impact toujours positif mais moins favorable de la macrocouverture et un effet de base défavorable constaté au deuxième trimestre. Les commissions sont en hausse de +3,4% par rapport au premier semestre 2024, en particulier sur l'assurance. Les charges sont en croissance de +2,4% sur la période et le coefficient d'exploitation reste maîtrisé (+1,3 point de pourcentage par rapport au premier semestre 2024) à 63,0%. Le résultat brut d'exploitation diminue de -3,1% et le coût du risque s'améliore de -12,9%. Au final, la contribution du métier au résultat net part du groupe intègre la surtaxe d'impôt sur les sociétés en France et atteint 337 millions d'euros (-14,4% par rapport au premier semestre 2024).

Au final, le métier contribue à hauteur de 8% au **résultat net part du Groupe** des pôles métiers de Crédit Agricole S.A. (hors pôle AHM) au deuxième trimestre 2025 et de 13% aux **revenus** hors AHM.

Au 30 juin 2025, les **fonds propres alloués** au métier s'élèvent à 5,3 milliards d'euros et les **emplois pondérés** du pôle sont de 55,7 milliards d'euros.

Résultats Banque de proximité à l'international⁴¹

Au deuxième trimestre 2025, les revenus de la **Banque de proximité à l'international** s'établissent à 1 007 millions d'euros, en baisse par rapport au deuxième trimestre 2024 (-1,9% à change courant ; -1,3% à change constant). Les **charges d'exploitation** s'élèvent à -520 millions d'euros, en baisse de -6,3% (-6,0% à cours constant), bénéficiant de la fin de la contribution à la DGS en 2025, qui avait été comptabilisée pour -58 millions d'euros au deuxième trimestre 2024. Par conséquent, le **résultat brut d'exploitation** s'établit à 487 millions d'euros, en hausse de +3,2% (+4,3% à change constant) sur la période. Le **coût du risque** atteint -61 millions d'euros, en baisse de -15,5% par rapport au deuxième trimestre 2024 (-19,8% à change constant). **Finalement, le résultat net part du Groupe pour CA Italia, CA Egypte, CA Pologne et CA Ukraine** s'élève à 238 millions d'euros au deuxième trimestre 2025, en hausse de +4,3% (et +6,4% à cours constant).

Au premier semestre 2025, les **revenus** de la **Banque de proximité à l'international** baissent de -2,5% pour s'établir à 2 033 millions d'euros (-0,7% à change constant). Les **charges d'exploitation** s'élèvent à -1 035 millions d'euros, en baisse de -2,4% (-4% à change constant) par rapport au premier semestre 2024, bénéficiant

⁴¹ Au 30 juin 2025 ce périmètre inclut les entités de CA Italia, CA Polska, CA Egypte et CA Ukraine

de la fin de la contribution à la DGS en 2025, qui avait été comptabilisée pour -58 millions d'euros au deuxième trimestre 2024. Le **résultat brut d'exploitation** s'établit à 998 millions d'euros, en baisse de -2,6% (+2,9% à change constant). Le **coût du risque** est en baisse de -17,3% (-14,2% à change constant) à -128 millions d'euros par rapport au premier semestre 2024. Au final, le **résultat net part du Groupe** de la **Banque de proximité à l'international** s'établit à 483 millions d'euros, stable en comparaison à 485 millions au premier semestre 2024.

Au 30 juin 2025, le capital alloué au pôle Banque de Proximité à l'International s'élève à 4,3 milliards d'euros et les emplois pondérés sont de 44,9 milliards d'euros.

Résultats Italie

Au deuxième trimestre 2025, les revenus de **Crédit Agricole Italia** s'établissent à 767 millions d'euros, en baisse de -2,2% par rapport au deuxième trimestre 2024, en raison de la baisse de la marge nette d'intérêt (-4,4% par rapport au deuxième trimestre 2024 en lien avec la baisse des taux). La marge nette d'intérêt est en hausse de +2% par rapport au premier trimestre 2025. Les commissions sur encours gérés sont en hausse significative de +11,6% par rapport au deuxième trimestre 2024. Les **charges d'exploitation** s'établissent à -398 millions d'euros, en baisse de -9,5% par rapport au deuxième trimestre 2024, en raison de la fin de la contribution à la DGS en 2025 alors qu'un montant de -58 millions d'euros avait été comptabilisé à ce titre au deuxième trimestre 2024. Hors DGS, les charges augmentent de +4,3% par rapport au deuxième trimestre 2024 en raison des frais de personnel et informatiques, en accompagnement du développement des métiers.

Le **coût du risque** s'élève à -45 millions d'euros au deuxième trimestre 2025, en baisse de -26,4% par rapport au deuxième trimestre 2024, et poursuit sa baisse avec une amélioration de la qualité de l'actif et du taux de couverture. En effet, le coût du risque sur encours⁴² est de 36 points de base, en amélioration de 3 points de base par rapport au premier trimestre 2025 ; le taux de créances douteuses est de 2,7% et s'améliore par rapport au premier trimestre 2025 ; tout comme le taux de couverture qui s'établit à 81,0% (+3,1 points de pourcentage par rapport au premier trimestre 2025). Le **résultat net part du Groupe** de CA Italia s'établit ainsi à 172 millions d'euros, en hausse de +12,3% par rapport au deuxième trimestre 2024.

Au **premier semestre 2025**, les revenus de **Crédit Agricole Italia** baissent de -0,9% pour s'établir à 1 545 millions d'euros. Les **charges d'exploitation** s'élèvent à -781 millions d'euros, en baisse de -4,8% par rapport au premier semestre 2024, et en hausse de +2,4% hors DGS pour -58 millions d'euros au deuxième trimestre 2024. Ainsi, le **résultat brut d'exploitation** s'établit à 763 millions d'euros, en hausse de +3,4% par rapport au premier semestre 2024. Le **coût du risque** s'établit à -102 millions d'euros et est en baisse de -17,2% par rapport au premier semestre 2024. Au final, le **résultat net part du Groupe** de CA Italia s'établit à 350 millions d'euros, en hausse de +5,2% par rapport au premier semestre 2024.

Résultats Groupe Crédit Agricole en Italie⁴³

Sur le premier semestre 2025, le **résultat net part du Groupe** des entités en Italie atteint 652 millions d'euros en baisse de -1,1% par rapport au premier semestre 2024. En termes de répartition par métiers, ce résultat se ventile de la façon suivante : 54% pour la Banque de proximité, 14% pour les Services financiers spécialisés, 19% pour la Gestion de l'épargne et l'Assurance, et 13% pour la Grandes Clientèles. Enfin, la contribution de l'Italie représente 15% du résultat net part du Groupe de Crédit Agricole S.A du premier semestre 2025.

⁴² Sur quatre trimestres glissants

⁴³ Au 30 juin 2025, ce périmètre correspond à l'agrégation de l'ensemble des entités du Groupe présents en Italie : CA Italia, CAPFM (Agos, Leasys, CA Auto Bank), CAA (CA Vita, CACI, CA Assicurazioni), Amundi, CACIB, CAIWM, CACEIS, CALEF

Résultats Banque de proximité à l'international - hors Italie

Au **deuxième trimestre 2025**, les **revenus** de la **Banque de proximité à l'international hors Italie** s'établissent à 240 millions d'euros, en baisse de -1,1% (+1,7% à change constant) par rapport au deuxième trimestre 2024. Les revenus en Pologne augmentent de +9,5% par rapport au deuxième trimestre 2024 (+8,3% à change constant) tirés par la marge nette d'intérêt et les commissions. Les revenus en Égypte baissent de -9,2% (-4,8% à change constant) avec un effet de base résiduel lié à l'activité de change exceptionnelle du deuxième trimestre 2024. La hausse des commissions ne compense pas la légère baisse de la marge nette d'intérêts. Les **charges d'exploitation** de la **Banque de proximité à l'international hors Italie** s'élèvent à -123 millions d'euros, en hausse de +6,0% par rapport au deuxième trimestre 2024 (+7,5% à change constant) sous l'effet des frais de personnel et des taxes en Pologne ainsi que des frais de personnel et des charges informatiques en Égypte. A change constant l'effet ciseaux est positif à hauteur de +2,6 points de pourcentage en Pologne. Le **résultat brut d'exploitation** s'établit à 117 millions d'euros, en baisse de -7,5% (-3,6% à change constant) par rapport au deuxième trimestre 2024. Le **coût du risque** est à un niveau faible à -16 millions d'euros, contre -11 millions d'euros au deuxième trimestre 2024. Par ailleurs, à fin juin 2025, le taux de couverture des encours de crédit reste élevé en Pologne et en Égypte à 124% et à 135% respectivement. En Ukraine, le taux de couverture reste prudent (558%). Au final, la contribution de la **Banque de proximité à l'international hors Italie** au résultat net part du Groupe est de 66 millions d'euros, en baisse de -11,9% par rapport au deuxième trimestre 2024 (-6,5% à change constant).

Sur le **premier semestre 2025**, les **revenus** de la **Banque de proximité à l'international hors Italie** s'établissent à 488 millions d'euros, en baisse de -7,1% (-1,1% à change constant) par rapport au premier semestre 2024. Les **charges d'exploitation** augmentent de +5,9% par rapport au premier semestre 2024 (+8,4% à change constant) et s'élèvent à -254 millions d'euros. Le **coefficient d'exploitation** est de 52,0% à fin juin 2025, en dégradation de 6,4 points de pourcentage par rapport au premier semestre 2024. Le **résultat brut d'exploitation** s'établit à 235 millions d'euros, en baisse de -17,9% (-9,7% à change constant) par rapport au premier semestre 2024. Le **coût du risque** s'établit à -26 millions d'euros, en baisse de -17,8% (-19,7% à change constant) par rapport au premier semestre 2024. Au final, la contribution de la Banque de proximité à l'international hors Italie au **résultat net part du Groupe** est de 133 millions d'euros.

Au 30 juin 2025, le **pôle Banque de proximité dans son ensemble** contribue à hauteur de 19% au résultat net part du Groupe des pôles métiers de Crédit Agricole S.A. (hors pôle AHM) et de 28% aux revenus hors AHM.

Au 30 juin 2025, les fonds propres alloués au pôle s'élèvent à 9,6 milliards d'euros. Les emplois pondérés du pôle sont de 100,6 milliards d'euros.

Résultat Activités hors métiers

Le **résultat net part du Groupe** des activités hors métiers s'établit à -22 millions d'euros au deuxième trimestre 2025 en hausse de +217 millions d'euros par rapport au deuxième trimestre 2024. La contribution du pôle Activités hors métiers s'analyse en distinguant la contribution « structurelle » (-60 millions d'euros) des autres éléments (+39 millions d'euros).

La contribution de la composante « structurelle » (-60 millions d'euros) est en hausse de +184 millions d'euros par rapport au deuxième trimestre 2024 et se décompose en trois types d'activités :

- Les activités et fonctions d'organe central de Crédit Agricole S.A. entité sociale. Cette contribution atteint -287 millions d'euros au deuxième trimestre 2025, en hausse de +45 millions d'euros.
- Les métiers non rattachés aux pôles métiers, comme CACIF (*Private equity*), CA Immobilier, CATE et BforBank intégrés en mise en équivalence, et autres participations. Leur contribution, à +217 millions d'euros au deuxième trimestre 2025, est en hausse de +140 millions d'euros par rapport au deuxième trimestre 2024, intégrant notamment l'impact favorable du dividende de Banco BPM en lien avec une participation portée à 19,8% combiné à une hausse de la valorisation des titres (+143 millions d'euros)
- Les activités support du Groupe. Leur contribution s'élève à +9 millions d'euros ce trimestre (stables par rapport au deuxième trimestre 2024).

La contribution des « autres éléments » s'élève à +39 millions d'euros, en hausse de +32 millions d'euros par rapport au deuxième trimestre 2024 et s'explique notamment par des éléments de volatilité ESTER/BOR.

Au **premier semestre 2025**, le résultat net part du Groupe sous-jacent du pôle AHM s'élève à -124 millions d'euros, en hausse de +221 millions d'euros, par rapport au premier semestre 2024. La composante structurelle contribue à hauteur de -114 millions d'euros et les autres éléments du pôle enregistrent une contribution de -10 millions d'euros sur le semestre.

La contribution de la composante « structurelle » est en hausse de +237 millions d'euros comparé au premier semestre 2024 et se décompose en trois types d'activités :

- Les activités et fonctions d'organe central de Crédit Agricole S.A. entité sociale. Cette contribution atteint -601 millions d'euros au premier semestre 2025, en hausse de +26 millions d'euros par rapport au premier semestre 2024 ;
- Les métiers non rattachés aux pôles métiers, comme CACIF (*Private equity*), CA Immobilier et BforBank, et autres participations: leur contribution, à +469 millions d'euros au premier semestre 2025, est en hausse par rapport au premier semestre 2024 (+207 millions d'euros) ;
- Les fonctions support du Groupe : leur contribution est de +18 millions d'euros sur le premier semestre 2025 en hausse de +4 millions d'euros comparé au premier semestre 2024.

La contribution des « autres éléments » est en baisse de -15 millions d'euros comparé au premier semestre 2024.

Au 30 juin 2025, les emplois pondérés sont de 38,3 milliards d'euros.

Solidité financière

Le Groupe Crédit Agricole dispose du meilleur niveau de solvabilité parmi les banques systémiques européennes.

Les ratios de capital pour le Groupe Crédit Agricole s'établissent bien au-dessus des exigences réglementaires. Au 30 juin 2025, le **ratio Common Equity Tier 1 (CET1)** phasé du Groupe Crédit Agricole s'établit à 17,6%, soit un coussin substantiel de 7,7 points de pourcentage au-dessus de l'exigence réglementaire. Sur le trimestre, l'évolution du ratio CET1 est stable, s'expliquent par la hausse du résultat conservé de +31 points de base (pb), la croissance organique des métiers de -29 pb, +5 pb d'effets méthodologiques et -13 pb lié aux opérations M&A, OCI et autres.

Crédit Agricole S.A., en sa qualité d'organe central du groupe Crédit Agricole, bénéficie pleinement du mécanisme interne de solidarité légal ainsi que de la flexibilité de circulation du capital au sein du groupe Crédit Agricole. Son ratio CET1 phasé au 30 juin 2025 s'élève à 11,9%, soit 3,2 points de pourcentage au-dessus de l'exigence réglementaire, -20 pb par rapport à fin mars 2025. L'évolution sur le trimestre s'explique par le résultat conservé de +28 pb, la croissance organique des métiers de -23 pb, de +4 pb d'effets méthodologiques et -33 bp provenant des opérations M&A, OCI et autres⁴⁴. En incluant les opérations M&A réalisées après le 30 juin 2025, le ratio CET1 proforma s'élèverait à 11,6%.

La variation des emplois pondérés de Crédit Agricole S.A. de 1 milliard d'euros par pôle métier résulte des effets combinés de +3,4 milliards d'euros des pôles Banques de proximité lié à l'évolution des métiers, -0,3 milliard d'euros de la GEA tenant compte la remontée de dividende d'assurance, +1,7 milliard d'euros des services financiers spécialisés, -7,0 milliards d'euros de la Grande Clientèle en lien avec les effets méthodologiques et change favorables et la croissance modérée des métiers et +3,2 milliards d'euros de pôle Activités hors métiers, en lien avec l'impact de la hausse de participation de Banco BPM portée à 19,8%.

Pour le Groupe Crédit Agricole, les emplois pondérés des Caisses régionales sont en hausse de +6,9 milliards d'euros. L'évolution des autres métiers suit la même tendance que pour Crédit Agricole S.A.

Structure financière du Groupe Crédit Agricole

	Groupe Crédit Agricole			Crédit Agricole S.A.		
	30/06/25	31/03/25	Exigences 30/06/25	30/06/25	31/03/25	Exigences 30/06/25
Ratio CET1 phasé ⁴⁵	17,6%	17,6%	9,88%	11,9%	12,1%	8,71%
Ratio Tier1 ⁴⁵	18,9%	19,0%	11,72%	14,0%	14,3%	10,52%
Ratio global ⁴⁵	21,4%	21,8%	14,17%	17,8%	18,4%	12,94%
Emplois pondérés (Mds€)	649	641		406	405	
Ratio de levier	5,6%	5,6%	3,5%	3,9%	4,0%	3,0%
Exposition de levier (Mds€)	2 191	2 173		1 445	1 434	
Ratio TLAC (% RWA) ^{45,46}	27,6%	28,5%	22,4%			
Ratio TLAC (% LRE) ⁴⁶	8,2%	8,4%	6,75%			
Ratio MREL subordonné (% RWA) ⁴⁵	27,6%	28,5%	21,6%			
Ratio MREL subordonné (% LRE)	8,2%	8,4%	6,25%			
Ratio MREL total (% RWA) ⁴⁵	32,7%	34,0%	26,2%			
Ratio MREL total (% LRE)	9,7%	10,0%	6,25%			
Distance au seuil de déclenchement des restrictions aux distributions (Mds€) ⁴⁷	46	46		13	14	

⁴⁴ Participation dans le Banco BPM -21 pb ; participation avec Victory Capital : -8 pb ou -1 pb en tenant compte de la plus-value liée à la déconsolidation d'Amundi US ; complément de dépassement de franchise pour les autres participations financières : -7 pb.

⁴⁵ Exigence SREP applicable au 30 juin 2025, y compris l'exigence combinée de coussins de fonds propres incluant pour (a) le Groupe Crédit Agricole un coussin de conservation de 2,5%, un coussin G-SIB de 1% (qui passera à 1,5% au 1er janvier 2026 suite à la notification reçue de l'ACPR le 27 novembre 2024), le coussin contracyclique fixé à 0,76%, ainsi que le coussin pour le risque systémique de 0,10% et (b) pour Crédit Agricole S.A. un coussin de conservation de 2,5%, le coussin contracyclique fixé à 0,65% ainsi que le coussin pour le risque systémique de 0,16%.

⁴⁶ Dans le cadre de l'analyse annuelle de sa solvabilité, le Groupe Crédit Agricole a choisi de continuer à renoncer à la possibilité prévue par l'article 72ter(3) de CRR d'utiliser de la dette senior préférée pour le respect du TLAC en 2025.

⁴⁷ En cas de non-respect de l'exigence globale de coussins de fonds propres. Les éléments distribuables de l'entité Crédit Agricole S.A. s'établissent à 42,9 milliards d'euros incluant 29,6 milliards d'euros de réserves distribuables et 13,3 milliards d'euros de primes d'émission au 31 décembre 2024.

Au niveau de Crédit Agricole S.A., la distance au seuil de déclenchement des restrictions aux distributions est la distance au **seuil de déclenchement du MMD**⁴⁸, à savoir 318 points de base, soit 13 milliards d'euros de capital CET1 au 30 juin 2025. Crédit Agricole S.A. n'est soumis ni à l'exigence de L-MMD (distance à l'exigence de coussin de ratio de levier) ni au M-MMD (distance aux exigences de MREL).

Au niveau du Groupe Crédit Agricole, la distance au seuil de déclenchement des restrictions aux distributions est la distance au **seuil de déclenchement du L-MMD** au 30 juin 2025. Le Groupe Crédit Agricole dispose ainsi d'une marge de sécurité de 209 points de base au-dessus du seuil de déclenchement du L-MMD, soit 46 milliards d'euros de capital Tier 1.

Au 30 juin 2025, le Groupe Crédit Agricole présente **des ratios TLAC et MREL** bien au-delà des exigences⁴⁹. Le Groupe Crédit Agricole dispose ainsi d'une marge de sécurité de 530 points de base au-dessus du **seuil de déclenchement du M-MMD**, soit 34 milliards d'euros de capital CET1. A cette date, la distance au seuil de déclenchement du M-MMD correspond à la distance entre le ratio TLAC et l'exigence correspondante. L'objectif 2025 du Groupe Crédit Agricole est de conserver un ratio TLAC supérieur ou égal à 26% des RWA hors dette senior préférée éligible.

⁴⁸ En cas de non-respect de l'exigence globale de coussins de fonds propres. Les éléments distribuables de l'entité Crédit Agricole S.A. s'établissent à 42,9 milliards d'euros incluant 29,6 milliards d'euros de réserves distribuables et 13,3 milliards d'euros de primes d'émission au 31 décembre 2024.

⁴⁹ Dans le cadre de l'analyse annuelle de sa solvabilité, le Groupe Crédit Agricole a choisi de continuer à renoncer à la possibilité prévue par l'article 72ter(3) de CRR d'utiliser de la dette senior préférée pour le respect du TLAC en 2025.

Liquidité et Refinancement

L'analyse de la liquidité est réalisée à l'échelle du Groupe Crédit Agricole.

A compter de l'arrêté du 31 décembre 2024, des modifications ont été apportées à la présentation de la position de liquidité du Groupe (réserves et Bilan de Liquidité, décomposition de la dette long-terme). Ces modifications sont décrites dans le Document d'Enregistrement Universel 2024.

Les dépôts clientèle, diversifiés et granulaires, affichent une stabilité versus mars 2025 (1 147 milliards d'euros à fin juin 2025).

Les réserves de liquidité du Groupe, en valeur de marché et après décote⁵⁰, s'élèvent à 471 milliards d'euros au 30 juin 2025, en baisse de -16 milliards d'euros par rapport au 31 mars 2025.

Elles couvrent plus de deux fois la dette court terme nette des actifs de trésorerie.

Cette variation des réserves de liquidité s'explique principalement par :

- La baisse du portefeuille titres (HQLA et non-HQLA) pour -7 milliards d'euros ;
- La baisse des actifs mobilisés en Banques Centrales et non encombrés pour -13 milliards d'euros, liés à la baisse des titrisations auto-souscrites pour -7 milliards d'euros et à la baisse des créances éligibles Banque Centrale pour -6 milliards d'euros ;
- La hausse des dépôts en Banques centrales pour +4 milliards d'euros.

Le Groupe Crédit Agricole a par ailleurs poursuivi ses efforts afin de maintenir les réserves immédiatement disponibles (après recours au financement BCE). Les actifs non-HQLA éligibles en Banques Centrales après décote s'élèvent à 131 milliards d'euros.

Le Bilan de Liquidité du Groupe, à 1 696 milliards d'euros au 30 juin 2025, fait apparaître un **excédent des ressources stables sur emplois stables de 179 milliards d'euros**, en baisse de -18 milliards d'euros par rapport à fin mars 2025. Cet excédent reste bien au-delà de la cible Plan à Moyen Terme de 110-130 milliards d'euros.

La dette long terme s'élève à 316 milliards d'euros au 30 juin 2025, en légère hausse par rapport à fin mars 2025. Elle comprend :

- Les dettes seniors collatéralisées à hauteur de 93 milliards d'euros, en hausse de +4 milliards d'euros ;
- Les dettes seniors préférées à hauteur de 162 milliards d'euros ;
- Les dettes seniors non préférées pour 38 milliards d'euros, en baisse de -2 milliards d'euros liés à la dette éligible MREL/TLAC ;
- Et des titres Tier 2 s'élevant à 23 milliards d'euros, en baisse de -1 milliard d'euros.

Les établissements de crédit sont assujettis à un seuil sur le ratio LCR, fixé à 100% depuis le 1er janvier 2018.

Au 30 juin 2025, les ratios LCR moyen (calculés sur 12 mois glissants) s'élèvent respectivement à 137% pour le Groupe Crédit Agricole (soit un excédent de 87 milliards d'euros) **et 142% pour Crédit Agricole S.A.** (soit un excédent de 84 milliards d'euros). Ils sont supérieurs à l'objectif du Plan à Moyen Terme (environ 110%).

Par ailleurs, **les ratios NSFR du Groupe Crédit Agricole et de Crédit Agricole S.A. sont supérieurs à 100%**, conformément à l'exigence réglementaire entrée en application le 28 juin 2021 et supérieurs à l'objectif du Plan à Moyen Terme (>100%).

⁵⁰ Les titres composant les réserves de liquidité sont valorisés après décote d'un stress idiosyncratique à partir du mois de décembre 2024 (stress systémique précédemment) afin de représenter au mieux la valeur de liquéfaction des titres en cas de stress de liquidité.

Le Groupe continue de suivre une politique prudente en matière de **refinancement à moyen long terme**, avec un accès très diversifié aux marchés, en termes de base investisseurs et de produits.

Au 30 juin 2025, les principaux émetteurs du Groupe ont levé sur le marché l'équivalent de 21,3 milliards d'euros⁵¹ de dette à moyen long terme, dont 84% émis par Crédit Agricole S.A.

On note notamment les montants suivants pour les émetteurs du Groupe hors Crédit Agricole S.A. :

- Crédit Agricole Assurances a émis 750 millions d'euros en RT1 Perpétuel NC10,75 ans ;
- Crédit Agricole Personal Finance & Mobility a émis :
 - 1 milliard d'euros en émission EMTN à travers l'entité Crédit Agricole Auto Bank (CAAB) ;
 - 420 millions d'euros de titrisations à travers l'entité Agos ;
- Crédit Agricole Italia a émis en format senior collatéralisé une émission pour un total de 1 milliard d'euros ;
- Crédit Agricole next bank (Suisse) a émis deux tranches en format senior collatéralisé pour un total de 200 millions de francs suisses dont 100 millions en format Green Bond.

Au 30 juin 2025, Crédit Agricole S.A. a levé sur le marché l'équivalent de 16,5 milliards d'euros^{51,52}.

La banque a levé l'équivalent de 16,5 milliards d'euros, dont 7,3 milliards d'euros en dette senior non préférée et 2,8 milliards d'euros en dette Tier 2, ainsi que 1,7 milliard d'euros de dette senior préférée et 4,7 milliards d'euros de dette senior collatéralisée à fin juin. Le financement est diversifié en formats et en devises avec notamment :

- 2,75 milliard d'euros^{52,53} ;
- 5,4 milliards de dollars américains (5,1 milliards d'euros équivalent) ;
- 1,6 milliard de livres sterling (1,9 milliard d'euros équivalent) ;
- 179,3 milliards de yen japonais (1,1 milliard d'euros équivalent) ;
- 0,4 milliard de dollars singapouriens (0,3 milliard d'euros équivalent) ;
- 0,6 milliard de dollars australiens (0,4 milliard d'euros équivalent) ;
- 0,3 milliard de francs suisses (0,3 milliard d'euros équivalent).

A noter que Crédit Agricole S.A. a réalisé 77%^{52,53} de son refinancement en devises hors euros à fin juin.

De plus, Crédit Agricole S.A. a émis le 13 février 2025 un AT1 Perpétuel NC10 ans pour 1,5 milliard d'euros au taux initial de 5,875% et annoncé le 30 avril 2025 exercer le call réglementaire de l'AT1 de 103 millions de livre sterling d'encours (XS1055037920) – inéligible, grandfathered jusqu'au 28/06/2025 – remboursée en date du 30/06/2025.

Le plan de financement MLT de marché 2025 est fixé à 20 milliards d'euros, avec une répartition équilibrée entre dette senior préférée ou senior collatéralisée et dette senior non préférée ou Tier 2.

Ce plan de refinancement a été réalisé à 82% au 30 juin 2025 avec :

- 4,7 milliards d'euros de dette senior collatéralisée ;
- 1,7 milliard d'euros équivalent de dette senior préférée ;
- 7,3 milliards d'euros équivalent de dette senior non préférée ;
- 2,8 milliards d'euros équivalent de dette Tier 2.

⁵¹ Montant brut avant rachats et amortissements

⁵² Hors émission AT1

⁵³ Hors émissions senior collatéralisées

Environnement économique et financier

Rétrospective premier semestre 2025

Un environnement encore plus conflictuel et imprévisible, source de ralentissement

C'est dans **un environnement encore plus conflictuel et imprévisible**, marqué par des guerres ouvertes et des tensions géopolitiques et commerciales puissantes, que s'est déroulé le premier semestre. La guerre en Ukraine est demeurée une question majeure et irrésolue : les initiatives du président D. Trump censées conduire à un arrêt du conflit se sont révélées infructueuses tout en signalant la réorientation stratégique américaine souhaitant, notamment, se désengager de la protection du territoire européen. Les déclarations du président Trump relatives à l'OTAN (exigence de dépenses militaires à 5% du PIB) ont contraint l'Europe à accélérer la refonte de sa stratégie de défense, comme en témoigne l'annonce d'un Livre blanc détaillant des mesures de soutien à la défense pour 800 milliards d'euros. Alors que le conflit israélo-palestinien s'est prolongé sans qu'aucune solution politique pérenne ne semble se dessiner, les tensions internationales ont culminé en juin à l'occasion de l'attaque d'Israël, rapidement rejoint par son allié américain, contre l'Iran. Après douze jours d'affrontements, un cessez-le-feu a été annoncé le 24 juin.

Le retour de Donald Trump à la présidence américaine s'est évidemment traduit **une offensive protectionniste d'une violence non anticipée**. Cette offensive a culminé avec le « *Liberation Day* » du 2 avril, à l'occasion duquel des droits de douane, dits « réciproques », ont été imposés à l'ensemble des partenaires commerciaux des Etats-Unis. Si la Chine a été particulièrement ciblée, l'Union Européenne a également été sévèrement visée alors même que les pays participant à l'accord de libre-échange nord-américain (ALENA, Etats-Unis, Canada, Mexique) n'étaient pas épargnés puisque sujets aux droits de douane sectoriels partout applicables (acier, aluminium, automobile, semi-conducteurs). Ces annonces ont néanmoins été suivies d'un « rétropédalage » présidentiel dès le 9 avril assorti d'un abaissement des tarifs réciproques à 10% et une trêve de 90 jours a été décidée afin de permettre la négociation d'accords commerciaux bilatéraux. À l'échéance de cette pause (9 juillet), le président américain a décidé une prolongation (1er août) offrant un espoir aux partenaires commerciaux majeurs (Union européenne, Japon, Corée du Sud) de parvenir à des accords susceptibles d'alléger les droits de douane tout en laissant les acteurs économiques dans l'incertitude sur les conditions commerciales internationales. Seuls le Royaume-Uni, la Chine et le Vietnam ont, en effet, signé un accord.

L'imprévisibilité de la politique commerciale américaine, composée d'annonces fracassantes suivies de revirements partiels, a généré une incertitude permanente se traduisant, au cours du premier semestre, par des performances économiques et financières contrastées entre pays et suggérant un ralentissement mondial plus net. Le FMI a ainsi révisé à la baisse ses prévisions de croissance mondiale pour 2025 à 2,8% (soit une baisse de -0,5 point de pourcentage, pp, par rapport à sa prévision de janvier et à la croissance observée en 2024).

L'économie américaine a envoyé des signes précoces de ralentissement, pénalisée par un ralentissement de la consommation mais surtout une hausse puissante des importations, les entreprises cherchant à constituer des stocks avant l'entrée en vigueur des nouveaux droits de douane. Le PIB s'est contracté de 0,5% au premier trimestre (variation trimestrielle annualisée). Après s'être modérée tout en restant toutefois supérieure à l'objectif de 2% de la Réserve fédérale (*Fed*), l'inflation (en glissement annuel) s'est établie à 2,7% en juin (après 2,4% en mai). L'inflation sous-jacente (hors prix des composantes volatiles, alimentation et énergie) a atteint 2,9% ; l'augmentation des tarifs douaniers (bien que non aboutie) semble déjà visible sur le coût de certains biens (meubles, textile et habillement, électroménager). Malgré ces turbulences, le marché de l'emploi est resté relativement robuste (taux de chômage à 4,2% en mai toujours à l'intérieur de la fourchette étroite dans laquelle il évolue depuis mai 2024), constituant un point d'ancrage pour une économie par ailleurs fragilisée.

En **Chine**, en dépit d'un contexte extérieur très dégradé et des droits de douane américains punitifs, la croissance (5,4% et 5,2% au premier puis au deuxième trimestres) s'est stabilisée au-dessus de la cible officielle fixée à 5% en 2025. Alors que la consommation est languissante, une faiblesse qui transparait dans l'absence d'inflation (elle n'a plus dépassé 1% en glissement annuel depuis février 2024), les exportations ont continué d'accélérer apportant une contribution étonnante à la croissance. A 2,1 points de pourcentage au premier trimestre 2025, la contribution de la demande extérieure nette a atteint un niveau historique (hors Covid) : elle reflète la domination incontestable de la Chine sur le secteur manufacturier mondial, même si des effets positifs temporaires (anticipation des droits de douane américains en début d'année) ne doivent pas être oubliés.

Dans un environnement peu favorable, la zone euro a bien résisté, avec une croissance tout d'abord estimée à 0,3% (en variation trimestrielle) puis revue à la hausse (0,6% soit 1,5% sur un an). La croissance de la zone euro a principalement été tirée par l'investissement, puis la demande extérieure nette et enfin la consommation des ménages (avec des contributions respectives à la croissance de 0,4 pp, 0,3 pp et 0,1 pp) alors que les stocks ont soustrait 0,1 pp de croissance et que les dépenses publiques finales ont été « neutres ». Cette performance

globale a continué de masquer des fortunes nationales diverses : au sein des plus grands pays membres, l'Espagne a continué d'afficher une croissance très vive (0,6%) et l'Allemagne a rebondi (0,4%) alors que l'Italie et la France ont affiché des rythmes de croissance, respectivement, assez soutenu (0,3%) et faible (0,1%). La poursuite de la désinflation (à 1,9% en glissement annuel en mai après 2,2% en avril et 2,6% en mai 2024) et l'ancrage des anticipations ont rendu possible la poursuite de l'assouplissement monétaire par la BCE, rassurée sur la convergence de l'inflation vers son objectif de 2%.

En **France**, plus particulièrement, après avoir profité de l'impulsion des Jeux olympiques et paralympiques de Paris au troisième trimestre 2024 (+0,4% en variation trimestrielle), l'activité avait légèrement diminué par effet de contrecoup (-0,1%) au dernier trimestre de l'année passée. Elle s'est reprise au premier trimestre 2025 mais la progression est restée faible (+0,1%). La demande intérieure, en contribuant négativement à la croissance, est largement responsable de cette atonie. La consommation des ménages a en effet diminué (-0,2%), minée par un taux d'épargne record (18% du revenu disponible des ménages contre 15,4% dans la zone euro) depuis 45 ans (hors période Covid), tandis que la consommation publique a ralenti (+0,2% après +0,4%). L'investissement a poursuivi sa stagnation reflétant des entreprises plus endettées en France que dans le reste de la zone euro (ce qui les rend plus vulnérables à la hausse passée des taux d'intérêt) et l'effort budgétaire des administrations publiques pour réduire le déficit public. Ainsi, au premier trimestre, la demande intérieure a pesé sur la croissance (-0,1 pp). C'est néanmoins surtout le commerce extérieur qui l'a sapée (-0,8 pp) du fait de l'effondrement des exportations, notamment aéronautiques. Contrairement à ses pairs européens, la France n'a donc pas bénéficié de la nette hausse du commerce mondial au premier trimestre (+1,7%), en anticipation des droits de douane américains.

En termes de politiques monétaires, le premier semestre 2025 a été marqué par une divergence notable entre le statu quo de la Réserve Fédérale (Fed) et la poursuite de son assouplissement par la Banque centrale européenne (BCE). La BCE a procédé à quatre baisses de taux d'intérêt de 25 points de base (pb) chacune, portant la baisse cumulée du taux de dépôt (2% depuis le 11 juin) à 200 pb depuis le début de l'assouplissement (juin 2024). En revanche, après avoir abaissé son taux directeur de 100 pb en 2024 (à 4,50%), la Fed les a maintenus inchangés en raison des progrès trop timides sur l'inflation alors même que la croissance ne semblait pas définitivement mise en péril. Les risques inflationnistes liés aux droits de douane l'ont conduite à adopter une posture très prudente et abondamment critiquée par le président D. Trump.

Les **marchés financiers**, tout en restant soumis à des accès de nervosité liés aux événements géopolitiques, ont largement évolué au gré de la lecture des ambitions affichées par D. Trump mais aussi de leur faisabilité et de ses propres revirements. Ainsi, le thème de l'exception américaine du début d'année (croissance excédant le potentiel, résistant malgré des taux d'intérêt voués à augmenter, statut privilégié du dollar, capacité illimitée à s'endetter et à faire porter les risques par le reste du monde) a ainsi été supplanté par celui du désamour à l'égard des actifs américains consécutif au « *Liberation Day* ». À la suite du « *rétropédalage* » du président annonçant une pause de 90 jours, de sérieux doutes ont été émis sur sa capacité à véritablement tenir ses engagements tant domestiques qu'internationaux. Les périodes marquées par un sentiment exagérément négatif ont donc alterné avec celles dominées par un sentiment tout aussi exagérément positif.

Les **marchés obligataires** ont donc connu des mouvements contrastés. Au cours du premier semestre, aux Etats-Unis, la baisse des rendements⁵⁴ sur les maturités courtes a finalement été assez nette (près de 60 pb pour le taux de swap deux ans à près de 3,50%) et a excédé celle du taux du swap dix ans (en recul de 38 pb à 3,69%) offrant à la courbe une pente plus marquée. Malgré la baisse du rating de la part de Moody's, le rendement des obligations souveraines à dix ans (*US Treasuries*) s'est replié de concert avec le taux de swap de même maturité, auquel il est supérieur de plus de 50 pb (à 4,23%). Dans la zone euro, la pentification, moins sensible, s'est opérée de façon différente : baisse moins marquée du taux de swap deux ans (de 22 pb à 1,90%) et remontée du taux de swap dix ans (de 23 pb à 2,57%). Sous l'effet du programme budgétaire expansionniste du gouvernement Merz, le rendement allemand à dix ans (Bund) s'est redressé (24 pb à 2,61%) et excède le taux swap de même maturité des quelques points de base. Les *spreads* contre swap dix ans des souverains européens de référence se sont resserrés au cours du premier semestre : l'Italie enregistre la plus belle performance (*spread* en repli de 27 pb à 90 pb). Cette amélioration reflète une perception plus favorable des finances publiques italiennes et une certaine stabilité politique, contrastant avec les turbulences des années précédentes. La croissance italienne a, en outre, témoigné d'une résilience inattendue face aux tensions commerciales. Pénalisé, depuis la dissolution de juin 2024, par une absence préjudiciable de majorité parlementaire mais aussi par des finances publiques très dégradées, le *spread* français s'est néanmoins resserré au cours du semestre, passant d'un niveau élevé (85 pb) à 71 bp. Il excède désormais le *spread* espagnol (à 67 pb).

Sur les **marchés actions**, les indices européens ont surperformé leurs homologues américains, l'Euro Stoxx 50 progressant de 10% depuis le début de l'année (avec une hausse spectaculaire de près de 25% pour le secteur bancaire) tandis que le S&P 500, beaucoup plus volatil sur la période, a enregistré une hausse de près de 7%,

⁵⁴ On se réfère à la variation entre la valeur au 30 juin 2025 et la valeur 1^{er} (ou 2) janvier 2025 ; la dernière valeur est celle de la variable concernée au 30 juin 2025.

soutenu par les valeurs de haute technologie. A la faveur de la versatilité de la politique américaine, économique mais aussi internationale, le **dollar** a perdu de sa superbe ; l'euro s'est apprécié de 14% contre dollar et de 6% en termes effectifs nominaux. Enfin, le **cours de l'or** a progressé de 26% au cours du premier semestre, pour même atteindre un record historique de 3 426 dollars l'once en avril, confirmant ainsi son statut de valeur refuge privilégiée en cette période d'intense incertitude.

Perspectives 2025-2026

Un contexte anxiogène, quelques résistances inédites

C'est dans un environnement international encore plus incertain dont on ne peut totalement exclure les risques d'événements de rupture (blocage du détroit d'Ormuz, incidents sur les infrastructures du Golfe, etc.) que prend place le scénario économique et financier qui a déjà dû supporter la versatilité et l'imprévisibilité de la politique économique américaine.

Notre scénario économique pour les **Etats-Unis** a toujours été calé sur une séquence en deux temps suivant le tempo de la politique économique envisagée par D. Trump : impact positif sur l'inflation mais négatif sur la croissance des droits de douane (qui relèvent des prérogatives présidentielles) puis effet favorable mais postérieur d'une politique budgétaire agressive (qui suppose l'approbation du Congrès). Bien que nos prévisions pour 2025 aient été légèrement revues à la baisse, notre scénario américain a maintenu son cap, calé sur le calendrier des mesures de politiques économiques : tout en échappant à la récession, la croissance afficherait un net repli en 2025 couplé à un redressement de l'inflation, avant de retrouver du tonus en 2026.

Même avec la récente désescalade, les taux de droits de douane restent nettement plus élevés qu'ils ne l'étaient avant la deuxième élection de Donald Trump. L'impact négatif de la nouvelle politique commerciale est le principal moteur de la baisse de la croissance prévue en 2025 (1,5% après 2,8% en 2024) alors que les aspects plus favorables (« *One Big Beautiful Bill* », baisses d'impôts, déréglementation) contribueraient au rebond attendu en 2026 (2,2%). L'hypothèse d'une récession en 2025 est écartée en raison de fondamentaux solides dont la moindre sensibilité aux taux d'intérêt, la situation financière très saine des ménages, un marché du travail resté relativement robuste, même si on y décèle des signes de dégradation. Malgré le ralentissement attendu de la croissance, nos prévisions d'inflation ont été revues à la hausse. Les droits de douane devraient occasionner une augmentation de l'inflation en glissement annuel d'environ 80 points de base (pb) au point d'impact maximal. Bien que cet effet soit temporaire, l'inflation (en moyenne annuelle) atteindrait 2,9% en 2025 et 2,7% en 2026. Elle continuerait donc d'excéder 2%, l'inflation sous-jacente se stabilisant aux alentours de 2,5% fin 2026.

Dans un environnement extérieur conflictuel et imprévisible, l'**Europe** trouverait son salut dans sa demande domestique lui permettant de mieux résister au ralentissement mondial. Deux scénarios alternatifs, entre lesquels l'équilibre est délicat, sont en effet susceptibles de se déployer : un scénario de résilience de l'économie de la zone euro fondée sur une augmentation de la dépense privée mais aussi, voire surtout, de la dépense publique en défense et en infrastructures ; un scénario de stagnation de l'activité sous l'effet d'un cumul de chocs négatifs : chocs de compétitivité liés aux droits de douane plus élevés, appréciation de l'euro et impact négatif de l'incertitude sur la confiance des agents privés.

Nous privilégions le scénario de résistance sur fond de bonne tenue du marché du travail, de situation économique et financière saine des agents privés et d'impulsion favorable du cycle du crédit. La mise en œuvre effective des dépenses publiques additionnelles, tout particulièrement du « bazooka allemand »⁵⁵, mérite certes d'être confirmée. Mais ces dépenses pourraient offrir à la zone une croissance tirée par une demande domestique plus soutenue au moment où la croissance mondiale fléchirait. Elles offriraient une sorte d'exceptionnalisme, au regard surtout de la décennie passée, qui installerait la croissance de la zone euro sur un rythme supérieur au potentiel à moyen terme. La croissance de la zone euro en moyenne annuelle serait en légère accélération en 2025 au rythme de 0,9% et se renforcerait à 1,3% en 2026. L'inflation moyenne continuerait de s'assagir pour atteindre 2,1% et 1,8% en 2025 et 2026, respectivement.

En **Allemagne**, l'économie anémiée devrait retrouver le chemin d'une croissance robuste. Bien que plus exposée que ses partenaires aux politiques protectionnistes, l'économie serait stimulée par le plan d'investissement public. Ce plan et la levée de barrières qui semblaient jusqu'à présent insurmontables pour financer des investissements en infrastructures et défense permettent d'espérer un redémarrage significatif bien que non immédiat. Si les effets risquent d'être minimes en 2025 en raison de retards de mise en œuvre, un flux de fonds notable est attendu en 2026, avec des effets d'entraînement positifs pour les voisins européens et l'ensemble de la zone euro. La croissance allemande pourrait se redresser significativement, passant de -0,2% en 2024 à 0,1%

⁵⁵ Le Parlement a adopté en mars la création d'un fonds d'investissement en infrastructures de 500 milliards d'euros sur douze ans. Une première phase de la réforme du frein à l'endettement a aussi été votée ; elle permettra aux régions d'enregistrer un déficit structurel pouvant aller jusqu'à 0,35% du PIB. Enfin, les dépenses de défense supérieures à 1% du PIB seront exemptées du calcul du déficit. L'adoption de ces mesures a permis de briser des barrières qui semblaient jusqu'à présent insurmontables pour financer des investissements en infrastructures et défense.

en 2025 et, surtout, 1,2% en 2026. En **France**, la croissance devrait se montrer de nouveau poussive au deuxième trimestre 2025, avant d'accélérer légèrement au second semestre. Le véritable rebond n'interviendrait qu'en 2026, sous l'effet du redémarrage de l'investissement et des premières retombées favorables des mesures publiques allemandes. Les risques restent principalement orientés à la baisse sur l'activité à court terme. Notre scénario retient des taux de croissance de, respectivement, 0,6% et 1,2% en 2025 et 2026 (après 1,1% en 2024). En **Italie**, rattrapage incomplet et baisse récente du pouvoir d'achat, malgré la vigueur de l'emploi, limiteraient le potentiel de redressement de la consommation des ménages. Les surprises positives sur l'investissement se prolongeraient avec l'amélioration des conditions de financement et les subventions à la transition énergétique et numérique. Si la faiblesse récente des commandes industrielles peut peser sur l'investissement productif, la construction résiste. Un doute persiste néanmoins sur le potentiel de croissance avec une allocation sectorielle postpandémie en faveur des secteurs moins productifs. La croissance atteindrait 0,6% en 2025 puis 0,7% en 2026 (après 0,7% en 2024).

Le scénario central tracé pour la zone euro (élaboré et chiffré en juin) table sur un *statu quo* dans la confrontation tarifaire avec les États-Unis au 4 juin, soit une hypothèse de hausse généralisée des droits de douane à 10% (à l'exception des produits exemptés) de 25% sur l'automobile et de 50% sur l'acier. Les risques associés à ce scénario central sont baissiers. Le scénario de stagnation pourrait se matérialiser si la confrontation commerciale avec les États-Unis devait se durcir, si la contrainte de compétitivité devait mordre davantage, si la confiance des agents privés se dégradait sensiblement et, enfin, si la relance budgétaire était mise en œuvre plus graduellement qu'anticipé.

Un contexte aussi incertain, porteur de ralentissement mondial et de contraction des débouchés à l'exportation, aurait certainement par le passé (un passé pas si lointain) impliqué une « sous-performance » des **économies émergentes**, en outre handicapées par l'aversion des marchés au risque, une hausse de leurs taux d'intérêt et des pressions sur leurs devises. Or, malgré les droits de douane (dont les effets seront évidemment très différents selon les économies), notre scénario reste, globalement, plutôt optimiste à l'égard des grands pays émergents. Ceux-ci pourraient faire preuve d'une résistance inédite grâce à des soutiens susceptibles d'amortir partiellement les impacts d'un environnement peu porteur : vigueur relative des marchés de l'emploi, demande intérieure assez solide, assouplissement monétaire (à de rares exceptions près), décélération chinoise limitée (après avoir bien résisté au premier semestre, la croissance approcherait 4,5% en 2025 en raison du ralentissement anticipé au second semestre et lié la guerre commerciale). Enfin, les devises émergentes ont correctement résisté et le risque d'éventuelles hausses de taux défensives, pénalisant la croissance, est plus faible que ce que l'on aurait pu redouter. Ces perspectives relativement positives s'accompagnent, cependant, de risques plus élevés qu'habituellement, en raison de l'imprévisibilité des politiques américaines.

En termes de **politiques monétaires**, la fin des cycles d'assouplissement se rapproche. Aux États-Unis, le scénario (net fléchissement en 2025, rebond en 2026, hausse de l'inflation qui continuerait d'excéder significativement la cible), mais aussi les incertitudes qui l'entourent devraient inciter la **Fed** à la patience en dépit des exhortations de D. Trump en faveur d'une politique plus souple. La Fed procéderait à un léger assouplissement suivi d'une longue pause. Notre scénario table toujours sur deux réductions en 2025, mais les décale d'un trimestre (en septembre et décembre, contre juin et septembre auparavant). Après ces deux baisses, la Fed maintiendrait ses taux inchangés avec une limite supérieure maximale de 4% tout au long de 2026.

Quant à la **BCE**, bien qu'elle se refuse à exclure toute future baisse de taux, elle pourrait bien être arrivée à la fin de son cycle de baisse en raison d'une croissance supposée se redresser et une inflation à la cible. Bien évidemment, une détérioration de l'environnement économique justifierait davantage d'assouplissement : la BCE se tient prête à baisser ses taux, si nécessaire. Notre scénario retient le maintien du taux de dépôt à 2% en 2026.

Du côté des **taux d'intérêt**, aux États-Unis, risque d'inflation tenace et de trajectoire budgétaire jugée insoutenable, notation AAA compromise, versatilité des décisions économiques, inquiétudes accrues des investisseurs exercent des pressions haussières. Notre scénario retient un taux souverain (*US Treasury*) à dix ans vers 4,70% fin 2025 et de 4,95% fin 2026. Dans la zone euro, croissance résistante et prévue en accélération, inflation à la cible et BCE supposée avoir presque achevé son assouplissement plaident pour une légère remontée des taux d'intérêt et une stabilisation, voire un resserrement, des spreads souverains. Le taux allemand à dix ans (Bund) pourrait ainsi approcher 2,90% fin 2025 et 2,95% fin 2026. Sur la même maturité, le *spread* offert par la France par rapport au Bund oscillerait autour de 60/65 pb et celui de l'Italie se contracterait pour atteindre 90 pb fin 2026.

Enfin, le **dollar** continue à perdre de sa superbe. Inconstance et imprévisibilité des politiques économiques menées par D. Trump, perspectives budgétaires américaines dégradées, spéculations sur les intentions officielles de dépréciation du dollar, résistance des autres économies autant de facteurs qui mettent le dollar sous pression sans pour autant annoncer sa disparition comme monnaie de réserve essentielle à brève échéance. Le cours euro/dollar s'établirait à 1,17 au quatrième trimestre 2025, avant de se déprécier en 2026 (1,10).

Annexe 1 – Groupe Crédit Agricole : résultats par pôle

Groupe Crédit Agricole – Résultats par pôle T2-2025 et T2-2024

	T2-25							
En m€	CR	LCL	BPI	GEA	SFS	GC	AHM	Total
Produit net bancaire	3 364	976	1 031	1 967	881	2 224	(635)	9 808
Charges d'exploitation	(2 690)	(597)	(540)	(864)	(438)	(1 257)	514	(5 872)
Résultat brut d'exploitation	674	380	491	1 104	442	967	(121)	3 936
Coût du risque	(397)	(95)	(61)	(7)	(235)	(20)	(26)	(840)
Sociétés mises en équivalence	1	-	-	58	(13)	10	-	56
Gains ou pertes nets sur autres actifs	1	1	0	449	1	0	0	452
Résultat avant impôt	278	286	430	1 604	194	958	(147)	3 604
Impôts	(96)	(69)	(130)	(249)	(58)	(149)	136	(615)
Rés. net des activités abandonnées	-	-	0	-	-	-	0	0
Résultat net	182	218	300	1 356	136	810	(11)	2 990
Intérêts minoritaires	(0)	(0)	(40)	(247)	(22)	(43)	1	(352)
Résultat net part du Groupe	182	217	260	1 108	114	767	(10)	2 638
	T2-24							
En m€	CR	LCL	BPI	GEA	SFS	GC	AHM	Total
Produit net bancaire	3 255	979	1 051	1 946	889	2 223	(837)	9 507
Charges d'exploitation	(2 560)	(591)	(573)	(813)	(443)	(1 204)	497	(5 687)
Résultat brut d'exploitation	694	389	477	1 133	447	1 019	(340)	3 819
Coût du risque	(444)	(95)	(75)	(2)	(211)	(39)	(6)	(872)
Sociétés mises en équivalence	2	-	-	33	29	10	-	74
Gains ou pertes nets sur autres actifs	1	2	0	(12)	(1)	2	(0)	(7)
Résultat avant impôt	253	296	402	1 152	265	993	(347)	3 014
Impôts	(44)	(65)	(117)	(282)	(54)	(248)	48	(762)
Rés. net des activités abandonnées	-	-	-	-	-	-	-	-
Résultat net	209	231	285	870	210	745	(299)	2 252
Intérêts minoritaires	(1)	(0)	(38)	(124)	(23)	(36)	(2)	(224)
Résultat net part du Groupe	208	231	247	746	187	710	(300)	2 028

Groupe Crédit Agricole – Résultats par pôle S1-2025 et S1-2024

	S1-25							
En m€	CR	LCL	BPI	GEA	SFS	GC	AHM	Total
Produit net bancaire	6 716	1 939	2 079	4 016	1 749	4 632	(1 275)	19 856
Charges d'exploitation	(5 220)	(1 222)	(1 075)	(1 799)	(912)	(2 617)	982	(11 864)
Résultat brut d'exploitation	1 496	717	1 003	2 217	837	2 015	(293)	7 992
Coût du risque	(717)	(186)	(128)	(17)	(484)	5	(48)	(1 575)
Sociétés mises en équivalence	7	-	-	86	23	16	-	131
Gains ou pertes nets sur autres actifs	3	2	0	449	1	0	0	456
Résultat avant impôt	790	533	875	2 734	376	2 036	(341)	7 004
Impôts	(267)	(181)	(267)	(599)	(71)	(453)	182	(1 656)
Rés. net des activités abandonnées	-	-	0	-	-	-	-	0
Résultat net	523	352	608	2 135	305	1 583	(159)	5 348
Intérêts minoritaires	(0)	(0)	(82)	(348)	(43)	(78)	7	(545)
Résultat net part du Groupe	523	352	526	1 787	263	1 504	(151)	4 803

	S1-24							
En m€	CR	LCL	BPI	GEA	SFS	GC	AHM	Total
Produit net bancaire	6 568	1 933	2 131	3 739	1 736	4 489	(1 565)	19 031
Charges d'exploitation	(5 044)	(1 193)	(1 098)	(1 567)	(897)	(2 501)	1 024	(11 276)
Résultat brut d'exploitation	1 524	740	1 033	2 172	839	1 988	(541)	7 755
Coût du risque	(691)	(214)	(159)	(5)	(429)	(5)	(20)	(1 523)
Sociétés mises en équivalence	7	-	-	61	59	14	-	142
Gains ou pertes nets sur autres actifs	3	4	(0)	(20)	(1)	2	(2)	(14)
Résultat avant impôt	842	530	875	2 208	468	1 999	(563)	6 361
Impôts	(191)	(119)	(260)	(501)	(97)	(482)	133	(1 517)
Rés. net des activités abandonnées	-	-	-	-	-	-	-	-
Résultat net	651	412	615	1 707	372	1 517	(430)	4 843
Intérêts minoritaires	(1)	(0)	(89)	(236)	(42)	(69)	6	(432)
Résultat net part du Groupe	650	412	525	1 471	330	1 448	(424)	4 412

Annexe 2 – Crédit Agricole S.A. : Résultats par pôle

Crédit Agricole S.A. – Résultats par pôle, T2-25 et T2-24

En m€	T2-25						
	GEA	GC	SFS	BP (LCL)	BPI	AHM	Total
Produit net bancaire	1 970	2 224	881	976	1 007	(51)	7 006
Charges d'exploitation	(864)	(1 257)	(438)	(597)	(520)	(25)	(3 700)
Résultat brut d'exploitation	1 106	967	442	380	487	(76)	3 306
Coût du risque	(7)	(20)	(235)	(95)	(61)	(24)	(441)
Sociétés mises en équivalence	58	10	(13)	-	-	(24)	30
Gains ou pertes nets sur autres actifs	453	0	1	1	0	0	455
Résultat avant impôt	1 610	958	194	286	426	(125)	3 350
Impôts	(249)	(149)	(58)	(69)	(129)	113	(541)
Rés. net des activités abandonnées	-	-	-	-	0	-	0
Résultat net	1 361	810	136	218	297	(12)	2 809
Intérêts minoritaires	(261)	(58)	(22)	(10)	(59)	(10)	(420)
Résultat net part du Groupe	1 100	752	114	208	238	(22)	2 390

En m€	T2-24						
	GEA	GC	SFS	BP (LCL)	BPI	AHM	Total
Produit net bancaire	1 944	2 223	889	979	1 027	(267)	6 796
Charges d'exploitation	(813)	(1 204)	(443)	(591)	(555)	(15)	(3 621)
Résultat brut d'exploitation	1 131	1 019	447	389	472	(283)	3 175
Coût du risque	(2)	(39)	(211)	(95)	(72)	(5)	(424)
Sociétés mises en équivalence	33	10	29	-	-	(25)	47
Gains ou pertes nets sur autres actifs	(12)	2	(1)	2	0	24	15
Résultat avant impôt	1 150	993	265	296	400	(289)	2 814
Impôts	(283)	(248)	(54)	(65)	(117)	63	(704)
Rés. net des activités abandonnées	-	-	-	-	-	-	-
Résultat net	867	745	210	231	283	(226)	2 110
Intérêts minoritaires	(131)	(51)	(23)	(10)	(55)	(12)	(282)
Résultat net part du Groupe	736	694	187	220	228	(238)	1 828

Crédit Agricole S.A. – Résultats par pôle, S1-25 et S1-24

En m€	S1-25						
	GEA	GC	SFS	BP (LCL)	BPI	AHM	Total
Produit net bancaire	4 028	4 632	1 749	1 939	2 033	(118)	14 263
Charges d'exploitation	(1 799)	(2 617)	(912)	(1 222)	(1 035)	(106)	(7 691)
Résultat brut d'exploitation	2 229	2 015	837	717	998	(224)	6 571
Coût du risque	(17)	5	(484)	(186)	(128)	(45)	(855)
Sociétés mises en équivalence	86	16	23	-	-	(47)	77
Gains ou pertes nets sur autres actifs	453	0	1	2	0	0	456
Résultat avant impôt	2 749	2 037	376	533	870	(316)	6 250
Impôts	(601)	(454)	(71)	(181)	(266)	205	(1 368)
Rés. net des activités abandonnées	-	-	-	-	0	-	0
Résultat net	2 148	1 583	305	352	604	(111)	4 882
Intérêts minoritaires	(368)	(108)	(43)	(16)	(121)	(13)	(669)
Résultat net part du Groupe	1 780	1 475	263	337	483	(124)	4 213

En m€	S1-24						
	GEA	GC	SFS	BP (LCL)	BPI	AHM	Total
Produit net bancaire	3 733	4 489	1 736	1 933	2 085	(374)	13 602
Charges d'exploitation	(1 567)	(2 501)	(897)	(1 193)	(1 060)	(71)	(7 289)
Résultat brut d'exploitation	2 166	1 988	839	740	1 024	(445)	6 312
Coût du risque	(5)	(5)	(429)	(214)	(154)	(16)	(824)
Sociétés mises en équivalence	61	14	59	-	-	(46)	90
Gains ou pertes nets sur autres actifs	(20)	2	(1)	4	(0)	24	9
Résultat avant impôt	2 203	1 999	468	530	870	(483)	5 587
Impôts	(502)	(482)	(97)	(119)	(259)	144	(1 315)
Rés. net des activités abandonnées	-	-	-	-	-	-	-
Résultat net	1 701	1 517	372	412	610	(339)	4 273
Intérêts minoritaires	(248)	(101)	(42)	(18)	(126)	(7)	(542)
Résultat net part du Groupe	1 453	1 416	330	393	485	(345)	3 731

Annexe 3 – Données par action

Crédit Agricole S.A. – Bénéfice par action, actif net par action et RoTE

(en m€)		T2-25	T2-24	S1-25	S1-24
Résultat net part du Groupe		2 390	1 828	4 213	3 731
- Intérêts sur AT1 y compris frais d'émission, avant IS		(141)	(83)	(270)	(221)
- Impact change sur AT1 remboursé		4	-	4	(247)
RNPG attribuable aux actions ordinaires	[A]	2 252	1 745	3 947	3 263
Nombre d'actions moyen, hors titres d'auto-détention (m)	[B]	3 025	3 025	3 025	3 008
Résultat net par action	[A]/[B]	0,74 €	0,58 €	1,30 €	1,08 €

(en m€)		30/06/25	30/06/24
Capitaux propres - part du Groupe		75 528	70 396
- Emissions AT1		(8 612)	(7 164)
- Réserves latentes OCI - part du Groupe		872	1 305
Actif net non réévalué (ANC) attrib. aux actions ord.	[D]	67 787	64 537
- Écarts d'acquisition & incorporels** - part du Groupe		(18 969)	(17 775)
ANC tangible non réévalué (ANT) attrib. aux actions ord.	[E]	48 818	46 763
Nombre d'actions, hors titres d'auto-détention (fin de période, m)	[F]	3 025	3 025
ANC par action, après déduction du dividende à verser (€)	[D]/[F]	22,4 €	21,3 €
ANT par action, après déduction du dividende à verser (€)	[G]=[E]/[F]	16,1 €	15,5 €

** y compris les écarts d'acquisition dans les participations ne donnant pas le contrôle

(en m€)		S1-25	S1-24
Résultat net part du Groupe		4 213	3 731
PV Amundi US		304	0
Surtaxe IS		-129	0
IFRIC		-173	-110
RNPG annualisé (1)	[N]	8 382	7 572
Intérêts sur AT1 y compris frais d'émission, avant IS, impact change, annualisés	[O]	-536	-689
Résultat ajusté	[P] = [N]+[O]	7 846	6 884
AN tangible moyen non réévalué attrib. aux actions ordin. *** (2)	[J]	47 211	44 710
ROTE pu ajusté (%)	= [P] / [J]	16,6%	15,4%

*** y compris hypothèse de distribution du résultat en cours de formation

- (1) ROTE calculé sur la base d'un RNPG annualisé, de charges IFRIC et surtaxe IS, et d'une plus-value Amundi linéarisées sur l'année
- (2) Moyenne de l'ANC tangible non réévalué attribuable aux actions ordinaires calculée entre les bornes 31/12/2024 et 30/06/2025 (ligne [E]), retraitée d'une hypothèse de distribution du résultat en cours de formation

Indicateurs Alternatifs de Performance⁵⁶

ANC Actif net comptable (non réévalué)

L'actif net comptable non réévalué correspond aux capitaux propres part du Groupe duquel ont été retraités le montant des émissions AT1, des réserves latentes liées aux valorisations par capitaux propres recyclables et du projet de distribution de dividende sur résultat annuel.

ANPA Actif Net Par Action - ANTPA Actif net tangible par action

L'actif net par action est une des méthodes de calcul pour évaluer une action. Il correspond à l'Actif net comptable rapporté au nombre d'actions en circulation en fin de période hors titres d'autocontrôle.

L'actif net tangible par action correspond à l'actif net comptable retraité des actifs incorporels et écarts d'acquisition, rapporté au nombre d'actions en circulation en fin de période hors titres d'autocontrôle.

BNPA Bénéfice Net Par Action

C'est le résultat net part du groupe de l'entreprise, net des intérêts sur la dette AT1, rapporté au nombre moyen d'actions en circulation hors titres d'autocontrôle. Il indique la part de bénéfice qui revient à chaque action (et non pas la part du bénéfice distribué à chaque actionnaire qu'est le dividende). Il peut diminuer, à bénéfice total inchangé, si le nombre d'actions augmente.

Coefficient d'exploitation

Le coefficient d'exploitation est un ratio calculé en divisant les charges par le produit net bancaire ; il indique la part de produit net bancaire nécessaire pour couvrir les charges.

Coût du risque sur encours

Le coût du risque sur encours est calculé en rapportant la charge du coût du risque (sur quatre trimestres glissants) aux encours de crédit (sur une moyenne des quatre derniers trimestres, début de période). Le coût du risque sur encours peut également être calculé en rapportant la charge annualisée du coût du risque du trimestre aux encours de crédit début de trimestre. De manière similaire, le coût du risque de la période peut être annualisé et rapporté à la moyenne encours début de période.

Depuis le premier trimestre 2019, les encours pris en compte sont les encours de crédit clientèle, avant déduction des provisions.

Le mode de calcul de l'indicateur est spécifié lors de chaque utilisation de l'indicateur.

Créance douteuse

Une créance douteuse est une créance en défaut. Un débiteur est considéré en situation de défaut lorsqu'au moins une des deux conditions suivantes est satisfaite :

- un arriéré de paiement significatif généralement supérieur à 90 jours sauf si des circonstances particulières démontrent que l'arriéré est dû à des causes non liées à la situation du débiteur ;
- l'entité estime improbable que le débiteur s'acquitte intégralement de ses obligations de crédit sans qu'elle ait recours à d'éventuelles mesures telles que la réalisation d'une sûreté.

Créance dépréciée

Une créance dépréciée est une créance ayant fait l'objet d'une provision pour risque de non-remboursement.

Taux de couverture des créances dépréciées (ou douteux)

Ce taux rapporte les encours de provisions aux encours de créances clientèles brutes dépréciées.

⁵⁶ Les IAP sont des indicateurs financiers non présentés dans les comptes ou définis dans les normes comptables et utilisés dans le cadre de la communication financière, comme le RNPG ou le ROTE, à titre d'exemples. Ils sont utilisés pour faciliter la compréhension de la performance réelle de la société. Chaque IAP est rapproché dans sa définition à des données comptables.

Taux des créances dépréciées (ou douteux)

Ce taux rapporte les encours de créances clientèle brutes dépréciées sur base individuelle, avant provisions, aux encours de créances clientèle brutes totales.

RNPG Résultat net part du Groupe

Le résultat net correspond au bénéfice ou à la perte de l'exercice (après impôt sur les sociétés). Le résultat net part du Groupe est égal à ce résultat diminué de la quote-part revenant aux actionnaires minoritaires des filiales consolidées globalement.

RNPG attribuable aux actions ordinaires

Le Résultat net part du Groupe attribuable aux actions ordinaires correspond au résultat net part du Groupe duquel ont été déduits les intérêts sur la dette AT1 y compris les frais d'émissions avant impôt.

RoTE Retour sur fonds propres tangibles - Return on Tangible Equity

Le RoTE (Return on Tangible Equity) est une mesure de la rentabilité sur fonds propres tangibles en rapportant le RNPG annualisé à l'ANC du groupe retraité des immobilisations incorporelles et écarts d'acquisition. Le RNPG annualisé correspond à l'annualisation du RNPG (T1x4 ; S1x2 ; 9Mx4/3) hors dépréciation d'immobilisations incorporelles et en retraitant chaque période des impacts IFRIC afin de les linéariser sur l'année.

Avertissement

L'information financière de Crédit Agricole S.A. et du Groupe Crédit Agricole pour le deuxième trimestre et premier semestre 2025 est constituée de ce communiqué de presse, des slides de présentation et, des annexes à cette présentation, disponibles sur le site : <https://www.credit-agricole.com/finance/publications-financieres>.

Ce communiqué de presse peut comporter des informations prospectives du Groupe, fournies au titre de l'information sur les tendances. Ces données ne constituent pas des prévisions au sens du règlement délégué UE 2019/980 du 14 mars 2019 (chapitre 1, article 1,d).

Ces éléments sont issus de scénarios fondés sur un certain nombre d'hypothèses économiques dans un contexte concurrentiel et réglementaire donné. Par nature, ils sont donc soumis à des aléas qui pourraient conduire à la non-réalisation des projections et résultats mentionnés. De même, les informations financières reposent sur des estimations notamment lors des calculs de valeur de marché et des montants de dépréciations d'actifs.

Le lecteur doit prendre en considération l'ensemble de ces facteurs d'incertitudes et de risques avant de fonder son propre jugement.

Normes applicables et comparabilité

Les chiffres présentés au titre de la période de six mois close au 30 juin 2025 ont été établis en conformité avec le référentiel IFRS tel qu'adopté par l'Union européenne et applicable à cette date, et avec la réglementation prudentielle en vigueur à ce jour. Ces informations financières ne constituent pas des états financiers pour une période intermédiaire, tels que définis par la norme IAS 34 « Information financière intermédiaire » et n'ont pas été auditées

Note : Les périmètres de consolidation des groupes Crédit Agricole S.A. et Crédit Agricole n'ont pas changé de façon matérielle depuis le dépôt auprès de l'AMF du Document d'enregistrement universel 2024 de Crédit Agricole S.A. et de l'amendement A.01 de ce Document d'enregistrement universel 2024 comprenant les informations réglementées pour le Groupe Crédit Agricole.

La somme des valeurs contenues dans les tableaux et analyses peut différer légèrement du total en raison de l'absence de gestion des arrondis.

Agenda financier

30 octobre 2025	Publication des résultats du troisième trimestre et des neufs mois 2025
18 novembre 2025	Présentation du Plan Moyen Terme
04 février 2026	Publication des résultats du quatrième trimestre et des résultats annuels 2025
30 avril 2026	Publication des résultats du premier trimestre 2026
20 mai 2026	Assemblée générale 2026
31 juillet 2026	Publication des résultats du deuxième trimestre et du premier semestre 2026
30 octobre 2026	Publication des résultats du troisième trimestre et des neufs mois 2026

Contacts

CONTACTS PRESSE CREDIT AGRICOLE

Alexandre Barat	+ 33 1 57 72 12 19	alexandre.barat@credit-agricole-sa.fr
Olivier Tassain	+ 33 1 43 23 25 41	olivier.tassain@credit-agricole-sa.fr
Mathilde Durand	+ 33 1 57 72 19 43	mathilde.durand@credit-agricole-sa.fr
Bénédicte Gouvert	+ 33 1 49 53 43 64	benedicte.gouvert@ca-fnca.fr

CONTACTS RELATIONS INVESTISSEURS CREDIT AGRICOLE S.A.

Investisseurs institutionnels		investor.relations@credit-agricole-sa.fr
Actionnaires individuels	+ 33 800 000 777 (numéro vert France uniquement)	relation@actionnaires.credit-agricole.com
Cécile Mouton	+ 33 1 57 72 86 79	cecile.mouton@credit-agricole-sa.fr
Relations investisseurs actions :		
Jean-Yann Asseraf	+ 33 1 57 72 23 81	jean-yann.asseraf@credit-agricole-sa.fr
Fethi Azzoug	+ 33 1 57 72 03 75	fethi.azzoug@credit-agricole-sa.fr
Oriane Cante	+ 33 1 43 23 03 07	oriane.cante@credit-agricole-sa.fr
Nicolas Ianna	+ 33 1 43 23 55 51	nicolas.ianna@credit-agricole-sa.fr
Leila Mamou	+ 33 1 57 72 07 93	leila.mamou@credit-agricole-sa.fr
Anna Pigoulevski	+ 33 1 43 23 40 59	anna.pigoulevski@credit-agricole-sa.fr
Relations investisseurs crédit et agences de notation :		
Gwenaëlle Lereste	+ 33 1 57 72 57 84	gwenaelle.lereste@credit-agricole-sa.fr
Florence Quintin de Kercadio	+ 33 1 43 23 25 32	florence.quintindekercadio@credit-agricole-sa.fr
Yury Romanov	+ 33 1 43 23 86 84	yury.romanov@credit-agricole-sa.fr

Tous nos communiqués de presse sur : www.credit-agricole.com - www.creditagricole.info



Crédit_Agricole



Groupe Crédit Agricole



créditagricole_sa